

Thème: Travail

– **Encourager le volontariat européen**

La perspective d'avoir une génération perdue de jeunes qui, après leurs études, ne peuvent pas décrocher un travail et sont confrontés à de nouvelles générations qui arrivent sur le marché du travail, est inquiétante. Pour éviter (partiellement) ce cercle vicieux, il serait bon de développer le volontariat européen, c'est-à-dire l'opportunité d'effectuer une mission pendant un an dans un autre pays européen et y apprendre la langue. Cette proposition répond à deux problèmes endémiques en Europe. D'une part, le chômage des jeunes et d'autre part les pénuries de main d'œuvre dans certains pays qui grèvent la relance économique en Europe (artisans en France, ingénieurs en Allemagne, généralisée en Estonie etc.). Enfin, cela serait un bon moyen de créer, enfin, une Europe citoyenne.

- On sait toute l'importance aujourd'hui du volontariat dans l'épanouissement de chacun. Il faut, je pense pouvoir garantir à chacun l'accès à cette expérience d'engagé, notamment par la création d'un statut particulier mais non précaire, conçu avec des entreprises de nos pays. Ce statut permettrait aux jeunes de découvrir des techniques, des métiers. Au-delà de la découverte d'un métier, une telle expérience permettrait de découvrir une autre culture. Il faut je pense pour réaliser cela, pouvoir se mettre d'accord sur la valorisation du jeune engagé afin qu'il puisse pleinement en tirer profit dans ses futurs recherches d'emplois, métiers, dans ses études. Cela signifie également avoir des bases communes de validation d'acquis d'expériences.

– **Salaire égal pour travail identique**

Dans toute l'Europe, les femmes ne gagnent pas le même salaire que les hommes pour le même travail. Cette différence matérielle entre les sexes n'a plus lieu d'être dans une Europe qui avance. Un employé doit obtenir un salaire juste pour son travail, peu importe son sexe.

- En lien avec cette proposition, je demande que les étrangers et les personnes présumées étrangères soient traitées de manière plus équitable, notamment dans le cadre de l'attribution d'emploi. Comme le test des CV anonymes l'a démontré, ces groupes de personnes se trouvent discriminées dans les entreprises allemandes au même titre que les personnes âgées. Dans l'intérêt du marché, seules les qualifications devraient être prises en compte et non le sexe, l'âge ou la couleur de peau.

– **Travail et diplômes**

Une harmonisation des diplômes français et allemands afin de pouvoir exercer la même profession dans les deux pays !

2 / 60

- Le cadre européen des qualifications permet déjà de comparer [http://ec.europa.eu/education/lifelong-learning-policy/eqf_fr.htm]. Il serait cependant nécessaire de le retravailler. Prenons l'Allemagne et la France : tenter de trouver un consensus n'est pas chose aisée car les situations sont différentes. En ce qui concerne l'école, en Allemagne l'éducation est le fait des Etats de la fédération (Länder) alors que qu'elle est centralisée en France. La comparaison du système éducatif n'est pas la seule à pâtir de cette différence. Ceci est clairement visible lorsqu'on observe le nombre d'années d'études par exemple (All 17,7 ans, Fr 16,3 ans).

- **Un Pôle emploi international**

Certaines professions n'ont aucun débouché dans certains pays mais sont en pénurie de main d'œuvre dans d'autres pays, ce qui est une des causes de l'immigration. Il serait intéressant d'organiser un partenariat entre les agences pour l'emploi des différents pays. Ainsi, l'agence pour l'emploi de chaque pays pourrait augmenter son offre en proposant des postes partout en Europe.

Cette mobilité doit être possible, mais dans un cadre strict, car des dérives sont possibles, et ce assez facilement. Je pense que l'on doit tout d'abord laisser le libre choix au travailleur: si nous sommes tous heureux de bouger quand bon nous semble et sans que cela nous dérange, certaines personnes n'aimeraient pas travailler à l'étranger. On devrait aussi veiller à ce que la mobilité européenne ne devienne pas dumping social (je pense ici à la directive Bolkestein) en employant les personnes dans les conditions du pays dans lequel ils travaillent (et pas d'où ils viennent).

- **Faciliter et développer les stages dans le pays partenaire**

En France, les stages sont soumis à un formalisme et des conditions particulières qui effraient les Allemands. Or, être en stage, c'est tester ses capacités dans un domaine donné, c'est apprendre d'un point de vue professionnel mais aussi d'un point de vue culturel. Ces réglementations créent aussi une différence considérable entre un Allemand et un Français à niveau de formation équivalent ; l'Allemand aura déjà fait d'innombrables stages quand le Français aura déjà effectué quelques stages seulement. Il faut donc faciliter et développer les stages dans le pays partenaire !

- Je propose que des stages soient développés dans chaque pays respectif.

- **Programme de stages pour les diplômés de Licence**

Il devrait y avoir un programme de stages pour les diplômés de Licence. Ceci s'applique surtout au domaine des sciences sociales. Dans ce domaine, les offres de stage pour les ministères ou les organisations internationales par exemple ne s'adressent souvent qu'aux étudiants en cours de formation. Je

3 / 60

trouve cependant important pour les diplômés d'avoir la possibilité de faire des stages, surtout dans la perspective du choix du Master. Je pense que s'il y avait d'avantage de possibilités de faire des stages entre la Licence et le Master, les chances d'abandonner un Master en cours de route seraient moindres car les étudiants auraient une meilleure idée du secteur d'activité recherché

– **Faciliter la formation continue et la réorientation pour les Européens moins jeunes**

L'Europe, c'est mon avenir, si on permet aux personnes de tout âge un accès à la formation continue ou en alternance. Jusqu'à 25 ans, lorsqu'on est étudiant, on peut facilement partir se former en Allemagne. Mais lorsqu'on approche l'âge de 30 ans, c'est plus compliqué administrativement et financièrement. Harmonisons les formations, multiplions les cours de langues, permettons aux Européens de travailler en Europe.

– **L'établissement de mesures communes - l'avenir pour les jeunes actifs et les employés plus âgés**

Intégrer les jeunes actifs et les employés plus âgés dans l'entreprise et surtout leur donner l'assurance de l'emploi devraient être des éléments centraux de la politique de l'Union.

La mise en place de mesures communes serait particulièrement judicieuse : En Allemagne, on devrait améliorer des dispositifs comme le temps partiel pour les plus âgés, de façon à permettre d'employer des apprentis le temps qu'il reste et écartant ainsi le danger de la suppression de postes. En France, l'actuel « Contrat de génération » négocié avec les syndicats pourrait par exemple aboutir au soutien de l'embauche de jeunes diplômés, aux côtés de salariés plus âgés, sur un modèle d'« apprentissage réciproque ».

– **Encourager des alliances entre les entreprises françaises et allemandes**

Il devrait exister des alliances entre les deux pays ainsi qu'entre les diverses entreprises. Il devrait y avoir des voyages d'entreprises entre les deux pays, afin d'entretenir des relations amicales.

– **Un CV franco-allemand**

Il y a des différences importantes dans la rédaction d'une candidature entre l'Allemagne et la France. Quand en France le CV ne doit faire qu'une page, en Allemagne celui-ci doit être très détaillé. Lorsque vous ne connaissez pas les usages, votre candidature peut être rejetée sans même avoir été étudiée et cela ne facilite pas l'insertion des jeunes sur le marché du travail. On doit se mettre d'accord sur une forme standard, ou accepter de laisser une plus grande liberté et créativité au candidat.

4 / 60

- Je suis d'accord avec Valérie. Cela étant dit, il faudrait tout d'abord rapprocher les deux systèmes économiques mais aussi les mentalités au travail, ce qui requiert beaucoup de temps.

- (« unis dans la diversité », devise de l'Union Européenne) je ne suis pas pour une uniformisation de quoi que ce soit. Que l'on apprenne à se connaître et à agir avec les codes de l'autre, oui (sinon on peut tous manger la même chose, se vêtir de la même façon et faire le même travail). Que l'on s'empare d'outils (ou en crée de nouveaux !) pour permettre de connaître ce genre de différences et d'agir en fonction -côté candidat- et y être attentif ou « sensible » - côté recruteur- me paraît plus intéressant.

- Il faudrait qu'en France les cv soient aussi détaillés qu'en Allemagne. Ainsi, les personnes auraient peut-être des emplois qui leur correspondraient mieux.

- **Stabilité de l'emploi**

L'emploi en Europe est en crise. En France nous sommes beaucoup plus touchés car nous avons déjà un système moins solide que les Allemands. Les Allemands ont une résistance plus forte face à la crise. Les Français devraient prendre exemple sur l'Allemagne au niveau de la stabilité de l'emploi.

- **Promouvoir les médecins légistes !**

Pouvoir satisfaire plus de personnes ! Et promouvoir les médecins légistes !

- **Plus d'entreprises franco-allemandes !**

Il devrait y avoir des entreprises communes aux deux pays. Il faudrait que l'on puisse faire des stages plus facilement dans les autres pays.

- **Le retour de la productivité**

Il faudrait améliorer les rendements de l'industrie : - modifier le système et changer les conditions du droit de grève (instaurer un quotat de jours de grève par an, par exemple).

- Il ne faudrait pas restreindre le droit de grève. En Allemagne et en France, les syndicats ont une longue tradition et une grande importance au niveau politique grâce à ce même droit de grève.

- **Une politique de recrutement commune**

Des emplois franco-allemands devraient être créés, des politiques de recrutement franco-allemand également, des passerelles France-Allemagne devraient être créées.

5 / 60

– **Mieux se connaître.**

Il faudrait organiser des voyages professionnels dans les entreprises françaises pour permettre aux employeurs de connaître mieux l'Allemagne, et des voyages en France pour que les entreprises allemandes connaissent mieux la France.

– **Connaissances en langue dans l'emploi**

Dans chaque entreprise, la bonne entente devrait se faire sans difficulté malgré les différences de langue. Tous devraient connaître les bases des langues des personnes avec qui ils travaillent. L'entreprise fonctionnera mieux et le travail se fera plus facilement grâce aux compétences de chacun.

– **Une nouvelle collaboration**

Je pense qu'il serait bien que les entreprises collaborent plus ensemble. Que des Français et des Allemands soient réunis au sein d'une même entreprise, afin qu'il y ait un échange culturel et linguistique.

- Les entreprises devraient mieux gérer les temps de travail des salariés, faire plus d'activités pour que les salariés puissent mieux se connaître et ainsi il y aurait une meilleure entente dans l'entreprise et les salariés travailleraient mieux. On devrait faire plus de voyages à l'étranger pour les salariés ; ils feraient mieux le travail dans un autre pays et feraient connaissance avec leurs collègues allemands.

- Je pense qu'il faudrait que les entreprises françaises et allemandes collaborent plus ensemble dans le but qu'il y ait un échange culturel et linguistique plus important. Pourquoi pas créer des postes franco-allemands ?

- Créer des usines frontalières franco-allemandes afin de faciliter l'emploi et les échanges entre les deux pays.

On pourrait lier les entreprises allemandes et françaises, les mettre en contact. Ce qui permettrait des échanges entre les employés, cela entraînerait aussi une bonne cohésion entre les deux pays grâce à un travail commun.

- Il faudrait plus d'entreprises communes aux deux pays à l'image d'Airbus afin d'exploiter au maximum les potentiels élevés respectifs. Mais il ne faudrait pas oublier que l'amitié franco-allemande s'inscrit dans un cadre européen et qu'il existe d'autres pays dans cette Union Européenne.

- Après le diplôme passé pour pouvoir travailler dans l'un des pays qu'on préfère. On pourrait imaginer que deux entreprises se fusionnent entre-elles, ou alors qu'un employeur allemand viendrait en France pour représenter son pays

6 / 60

ou inversement pour voir les techniques de travail et échanger des choses et améliorer le fonctionnement de l'entreprise.

- L'Europe est mon avenir, si elle nous donne la possibilité d'échanger plus afin de venir à bout de cette crise Européenne.

- **Zone économique frontalière détaxée**

Créer une zone frontalière avec des usines franco-allemande zone qui serait détaxée et qui emploierait la moitié de ses employés en France et l'autre en Allemagne

- **Mesures contre le chômage**

La problématique du travail et surtout du chômage s'est souvent posée et se pose toujours. Tout d'abord, il serait intéressant de consacrer un budget à peu près équivalent en France et en Allemagne pour les salaires et les indemnités de chômage. Ensuite, les nombres d'heures travaillées et d'heures de congés payés devraient être les mêmes dans les deux pays. Enfin, les industries franco-allemandes doivent être encouragées et soutenues. Des entreprises françaises devraient fusionner avec des entreprises allemandes dans certains domaines afin de renforcer la puissance économique de ces derniers.

- Fusionner le mot est un peu fort: disons qu'il faudrait que les liens entre les chambres du commerce de l'industrie européennes se développent pour faciliter la coopération et développer plus de projets plurinationaux (pas forcément européens, mais peut être simplement bi- ou tri-nationaux). Cela permettrait de multiplier à la fois les atouts des entreprises en les réunissant et les débouchés en matière de commerce.

- L'Allemagne et la France ont un taux d'endettement très comparables : environ 80-85% du Produit intérieur brut (2011). Je trouve le postulat de départ correct, mais seulement s'il est approfondi. Il ne faudrait pas rester sur l'allocation chômage : un salaire minimum comparable, des aides sociales et chômage ainsi qu'une retraite comparables (sans oublier un âge de la retraite commun), des droits comparables pour les employés (protection contre le licenciement, etc.) et enfin une législation fiscale comparable pour les employeurs (voir Irlande). Les Etats Européens sont actuellement en concurrence (Mot clé « Compétitivité ») au lieu de coopérer. Ceci ne peut plus durer. Il faut partir sur une législation commune. C'est également le cas pour les allocations chômage.

- On peut aussi tenter une harmonisation des allocations chômages en Europe pour limiter le décrié « dumping social ». Cependant garder les particularismes de chaque Etat semble important.

7 / 60

- L'approche qui consiste à vouloir créer des conditions cadres équivalentes sur les marchés du travail européens est juste, dans la mesure où elle consiste à développer un marché du travail plutôt libéral permettant d'accroître la compétitivité intercontinentale. Un rapprochement sur la base de ces standards permettrait de garantir une croissance durable dans l'UE.

- **Moins de chômage**

Moins de chômage et plus de travail pour pouvoir sortir de la crise.

- L'Europe est mon avenir si l'Europe s'engage pour la concrétisation des idées pour les chômeurs. Les personnes sans emploi ne croient pas en un avenir pour l'Europe car ils ont des problèmes.

- **Solidarité - même en temps de crise économique**

L'Europe est mon avenir si elle reste solidaire des autres pays d'Européens. Tous les pays devraient être mis en valeur et intégrés à l'Europe.

- L'Europe est mon avenir si la coopération avec les voisins est renforcée. C'est à dire, intensifier les relations avec les pays Méditerranéens.

- **Pour des salaires équitables**

Le travail c'est bien si tous les travailleurs et les chômeurs gagnent beaucoup d'argent et ont un bon niveau de vie.

- Ce souhait est très vague et n'est pas systématiquement avéré. Pour maintenir l'attrait du travail, les personnes sans emploi ne devraient pas « gagner » (En omettant le fait qu'il reçoivent de l'Etat). Plus la personne sans emploi reçoit d'argent, moins l'activité salariée devient attrayante.

- **Lutte commune contre le chômage et la précarité**

L'avenir c'est l'Europe si le couple franco-allemand coopère dans la lutte contre le chômage de masse et pour le développement des droits des travailleurs précaires. Cela pourrait passer par la mise en place d'allocations chômage au niveau européen ; par une baisse concertée du temps de travail ; par la mise en place graduelle d'un Salaire Minimum européen ; ou encore par un soutien plus fort au secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).

- Ce qu'on pourrait faire, c'est obliger les pays à mettre en place un système social dans un cadre éventuellement prédéfini, de la même manière que l'on a obligé les pays à privatiser leurs services publics.

- Les mesures adaptées au combat du chômage, par trop élevé, consisteraient selon moi en l'introduction d'une plus grande flexibilité du marché du travail en

8 / 60

lien avec la diminution des charges sociales. Les états européens seraient ainsi plus compétitifs sur les marchés mondiaux.

– **Apprendre les uns des autres**

En Allemagne, le fossé entre les riches et les pauvres grandit de plus en plus. La France n'a pas ce problème. Le chômage des jeunes est cependant bien plus bas en Allemagne qu'en France. Chacun devrait observer ce qui fonctionne le mieux chez le voisin et évaluer la manière de d'appliquer les améliorations.

- Au delà de l'instauration d'un salaire minimum établi avec discernement et adapté à un marché de l'emploi libéral, la baisse du coût des charges sociales en France participerait assurément d'une plus grande compétitivité et de la baisse du chômage des jeunes.

- En Allemagne, des salaires minimum ont bien sûr été introduits dans certaines branches comme dans l'industrie électrique ou dans les soins aux personnes. Pourtant dans des secteurs comme l'hôtellerie ou la restauration le dumping salarial persiste. Afin de lutter contre cela, il est nécessaire d'instaurer un salaire minimum indexé sur l'inflation (comme il en existe déjà en France). Ainsi les salariés seraient protégés du dumping salarial et ce salaire minimum établi légalement permettrait par ailleurs de constituer une base de négociation des salaires dans les différents secteurs.

Thème: Education

- **Offrir la possibilité d'une année civile européenne à la fin des études secondaires**

Avec la fin du service militaire en France les jeunes ont pris l'habitude d'entamer leurs études directement après le Baccalauréat, contraints parfois à faire des choix peu réfléchis. En Allemagne, beaucoup d'institutions publiques devront faire face à de grandes difficultés sans le renfort des jeunes qui y effectuent leur service civique. Offrir la possibilité de faire une année civile européenne à plus de jeunes permettrait de faire face au manque de main d'œuvre flexible dans beaucoup de secteurs tout en offrant à ces jeunes une expérience enrichissante. De plus, ces échanges représenteraient une alternative intéressante et utile au programme Erasmus.

- Il existe déjà des alternatives aux Erasmus pour séjourner dans un pays étranger (et donc en Allemagne), il faudrait avant tout en augmenter la notoriété et le nombre de places. Ces alternatives permettent de partir sans dépenser d'argent: le Service civique français à l'étranger, ou encore le volontariat écologique franco-allemand, et surtout le Service Volontaire Européen qui permet de se rendre à l'étranger pour une durée de 6 à 1 an, au sein d'une association/organisation.

- **Soutenir l'éducation politique européenne**

Créer un équivalent européen de la Bundeszentrale für Politische Bildung. Cette initiative permettrait d'accroître l'intérêt des citoyens et en particulier des jeunes sur des sujets de société, et ainsi d'évoquer entre autres des thèmes franco-allemands. Concrètement, ce dispositif pourrait être organisé par les ministères de l'éducation ou de la jeunesse (et ainsi s'adresser à la jeunesse en priorité) et promu dans les collèges et lycées. L'objectif serait de sensibiliser la jeunesse à l'engagement et peut être résoudre en partie le problème de la passivité des jeunes.

- **Enseignement supérieur – Doubles diplômes**

L'Europe, c'est mon avenir, si le binôme franco-allemand développe la politique des doubles diplômes et que les diplômes d'autres pays sont plus facilement reconnus.

-Dans certains domaines, comme principalement en droit, se trouve déjà la possibilité de faire un double-diplôme. Je pense qu'il faudrait élargir ces programmes à d'autres domaines comme celui de la médecine, de la psychologie. Dans les cursus d'études linguistiques il devrait aussi y avoir plus de possibilités et d'accès concernant les double-diplômes.

10 / 60

- Je suis d'accord sur le fait qu'il y a encore des réformes à faire dans le processus de Bologne. La reconnaissance des cours que l'on a suivis dans un autre pays n'est pas aussi simple qu'on se l'imagine. Il est nécessaire d'homogénéiser rapidement les diplômes de fin d'études !

- **Un journal commun européen**

Afin de soutenir une conscience franco-allemande, voire même européenne, et de sensibiliser notre voisin sur des problèmes et sujets le concernant, un journal commun européen présenterait beaucoup d'avantages. Le but de cette démarche serait de se sentir européen et de pouvoir suivre la situation actuelle dans les pays voisins.

- Je trouve cette proposition très judicieuse. Il est vraiment difficile de s'informer de manière cohérente et détaillée sur ce qui se passe en France lorsqu'on ne parle pas la langue du pays. Les thèmes européens devraient selon moi être également abordés afin de renforcer la conscience européenne et la connaissance des processus politiques.

- **Faciliter les échanges universitaires**

La réforme des études supérieures consistant à uniformiser les diplômes ne produit malheureusement pas encore tous ses effets. S'inscrire dans une université allemande, y suivre les études au même titre que les étudiants du pays partenaire devrait pouvoir se faire dans les mêmes conditions : frais d'inscription, reconnaissance effective des diplômes de même niveau, à niveau d'études équivalent...En réalité, cela n'est pas si simple pour un étudiant qui choisit cette voie en dehors d'un cadre de cursus intégré ou Erasmus.

- Je suis pour toutes les propositions qui consistent à faciliter la lisibilité des études au niveau européen. Je suis moi-même diplômé d'une école de commerce et je ne vous raconte pas la peine que j'ai à expliquer ce qu'est une classe préparatoire et une grande école à un interlocuteur allemand. Pourquoi ne pas généraliser et faciliter l'obtention d'un double-diplôme pour faciliter la lecture du CV par les recruteurs européens?

- Créer un système de diplômes communs entre l'Allemagne et la France afin de pouvoir s'insérer facilement dans les deux pays.

- Etablir un système de diplôme commun aux deux pays afin de pouvoir s'insérer plus facilement dans ceux-ci.

- L'Europe, c'est mon avenir, si on fonde des universités (ou lycées) communes en Europe. Ainsi, les étudiants pourraient obtenir un diplôme reconnu dans tous les pays européens. Avec un tel diplôme il serait plus facile pour les étudiants de trouver du travail en Europe.

11 / 60

- Ce genre de système existe déjà, au moins en partie, avec le système LMD, reconnu dans toute l'Europe.

- **Bourse commune franco-allemande**

L'avenir, c'est l'Europe, si le couple franco-allemand développe le programme Erasmus au niveau franco-allemand et met en place une bourse commune franco-allemande.

- **Le manque de notoriété de l'OFAJ**

Trop peu de collègues parlent de l'intérêt de choisir l'allemand. Trop peu de lycées parlent des échanges si enrichissants possibles avec l'Allemagne. Trop peu d'écoles supérieures ou universités parlent des atouts dont dispose l'éducation ou la recherche en Allemagne. Enfin, il existe trop peu de possibilités sont données aux jeunes actifs prêts à travailler en Allemagne. C'est seulement grâce au bouche à oreille que j'ai pu connaître l'OFAJ. En tentant de convaincre des classes de seconde d'imiter mon parcours (Programme Voltaire) il me manquait le récit d'autres expériences, d'autres preuves inébranlables incitant les élèves à se rapprocher de l'Allemagne, qui seraient présentes sur ce site Internet et que tous les professeurs d'allemand ne cesseraient d'évoquer.

- Le site pourrait par exemple avoir une partie dédiée aux échanges entre classes de collèges, une autre aux échanges Voltaire, de la même façon aux échanges Sauzey, encore une pour les étudiants et enfin, une partie dédiée à l'emploi. Chacune serait dotée de son propre forum et d'une série de récits relatant brièvement l'expérience et le devenir de chacun des participants à l'un ou l'autre des programmes/projet.

- Il faudrait multiplier les moyens mis à disposition des établissements scolaires pour faire connaître la richesse de la culture allemande, le potentiel économique, dans la recherche ... autant de facettes pour choisir une orientation professionnelle plus européenne !

- D'ailleurs, ce problème de modestie ne concerne pas uniquement l'OFAJ, mais aussi l'UFA par exemple. Il faudrait accentuer la promotion du franco-allemand et de l'Europe, par exemple en parlant plus tôt du traité de l'Elysée en cours d'histoire, en faisant la promotion de l'OFAJ dans les cours d'allemand ou de français...

- L'information manque à tous les niveaux en ce qui concerne les échanges franco-allemands ! Il faudrait que des membres de l'OFAJ ou des personnes qui la connaissent interviennent dans les collèges et les lycées pour inciter les élèves à apprendre l'allemand et leur montrer que l'Allemagne c'est tellement

12 / 60

plus que la choucroute et le pain d'épices parce que c'est ce que pensent la plupart des français et c'est triste.

- Je pense que la transmission des expériences à l'école, à l'université et dans les entreprises doit être encouragée. En tant que participante au programme Voltaire, on m'a uniquement demandé dans mon école de rédiger un article pour le journal de l'école. On devrait organiser des réunions d'information pour les élèves et les parents. Au delà des aspects pratiques (beaucoup ne savent pas que le programme Voltaire est gratuit !), on pourrait y faire des retours d'expérience oraux et mener des discussions personnelles. Dans le cas de programmes reposant sur la réciprocité des échanges, on peut rencontrer chez soi quelqu'un du pays d'accueil !

- **Améliorer l'apprentissage linguistique**

On devrait privilégier l'apprentissage des langues en France et avoir de meilleurs professeurs de langues. Il faudrait aussi privilégier l'oral.

-Pourquoi ne pas renforcer la présence de professeurs étrangers pour l'apprentissage des langues en France?

-Les professeurs de français allemand(e)s et les professeurs d'allemand français(es) devraient avoir la possibilité, par le biais de programmes d'échange, d'enseigner leur langue maternelle dans l'autre pays. Ils apportent ainsi de l'authenticité et des compétences linguistiques.

-Il devrait avant tout être obligatoire pour les professeurs de langues d'avoir étudié au moins un semestre à l'étranger. Cela permet, dans les deux pays, d'assurer un enseignement qualitativement supérieur des langues.

- **Intégration dans les systèmes scolaires allemand et français**

La plupart des enfants vont à l'école maternelle à 3 ans en France, ce qui, entre autres, doit mener à une plus grande égalité des chances puisque les enfants issus de l'immigration par exemple sont initiés tôt à la langue française. En Allemagne, c'est en général plus tard qu'a lieu la rencontre scolaire d'enfants de toutes les classes sociales; cette scolarité commune est souvent rapidement arrêtée par la répartition dans les trois établissements allemands (Gymnasium, Realschule, Hauptschule). Inversement, l'Allemagne a de meilleures possibilités de qualification ultérieure (formation « 2ème voie » ou « 2ème chance » <http://www.zweitechance.eu/>), pour que des jeunes qui décrochent du système scolaire, par exemple, aient plus tard la possibilité d'entrer dans le monde du travail. Ici, la France et l'Allemagne peuvent apprendre l'un de l'autre.

- Je pense aussi qu'une entrée à l'école dès le plus jeune âge pour les enfants allemands - indépendamment de leurs origines - serait un avantage. Toutefois,

13 / 60

l'enseignement devrait être adapté à l'âge des enfants et ne pas donner lieu à de la compétition, les enfants y étant déjà confrontés trop tôt de manière démesurée et poussés à produire des résultats.

- Cela ferait du bien à l'Allemagne et à la France si une étude comparative sur l'enfance avant l'école et l'adolescence après celle-ci était menée conjointement, afin de dépasser ce débat souvent très émotionnel (« mère corbeau »). La question de l'école maternelle est par exemple essentiellement une question de mentalité. Il n'est pas possible d'expliquer autrement le fait que selon l'opinion publique française les enfants surmontent sans dommages l'épreuve de la crèche et de la maternelle, alors que selon une idée largement répandue en Allemagne les enfants ayant été en crèche risquent de souffrir de délaissement et de privation d'amour maternel.

- **Renforcer l'éducation extrascolaire**

L'éducation d'un enfant ou d'un jeune ne se résume pas au temps scolaire et familial. On sait toute l'importance du temps libre dans l'éducation. Prendre davantage en compte les associations et clubs culturels et sportifs, d'éducation populaire, les centres de loisirs et de vacances, les espaces de participation et d'engagement des enfants et des jeunes, permettrait à chacun de s'épanouir et de profiter pleinement d'une éducation. Je pense qu'il faut sur chaque territoire de vie, mettre en place un projet éducatif qui réunirait l'ensemble des acteurs éducatifs ainsi que des enfants, des jeunes, pour mettre en place différentes actions qui permettent l'accès à l'éducation pour tous. Par exemple, laisser une place à la vie associative dans l'école, dans les programmes scolaire d'éducation.

- Il faudrait créer ou mettre en valeur des associations ou des endroits dans le domaine de l'éducation pour les temps libres.

- C'est vrai qu'un vrai travail avec les associations complémentaires de l'école publique, les fédérations, permettrait aux enfants et aux jeunes de pouvoir profiter de l'ensemble des acteurs issus du territoire. Trouver un équilibre entre le temps libre et le temps scolaire. Permettre à chacun d'avoir accès aux loisirs, aux sports, à la culture près de chez soi. Rééquilibrer le temps scolaire, on parle beaucoup du modèle scolaire allemand, il me semble essentiel de permettre au plus grand nombre de s'ouvrir au monde au delà de l'école. Cela permet aussi de mieux se connaître, mieux connaître son quartier, son village, sa ville, sa région, son pays, son Europe.

- **Une nouveau modèle scolaire en France**

Une nouvelle éducation scolaire en France prendrait appui sur l'éducation scolaire en Allemagne comme par exemple aux collèges allemands avoir cours que le matin. Ca créerait un nouveau point commun entre la France et l'Allemagne.

14 / 60

Je pense qu'on devrait suivre les mêmes horaires scolaires que Allemagne. C'est-à-dire aller à l'école que le matin, et privilégier les activités sportives l'après-midi.

- Je pense qu'il faudrait que la France s'inspire du système allemand en terme de scolarité. Les français devraient avoir cours le matin et pratiquer leurs activités extra-scolaires l'après-midi (ou faire leurs devoirs). Ainsi ils seraient peut-être plus motivés et réussiraient certainement mieux leurs études.

- Permettre plus d'interactions en France, oui, mais donner plus de place au professeur en Allemagne, c'est aussi nécessaire. Ce n'est pas en copiant l'autre qu'on grandit, mais en essayant de se compléter l'un l'autre !

- Je suis également en accord avec cette idée de mettre en place le même système scolaire que l'Allemagne en France. Mais attention, cela veut dire qu'il faut totalement réorganiser les pratiques extra-scolaires ! Doivent-elles dépendre de l'Etat par le biais des écoles et lycées ? Est-ce que les associations sportives, culturelles, écoles de musique (par exemple) doivent prendre le relais ? Je pense que la vraie question se trouve ici.

- **Interactivité du système éducatif et échanges franco-allemands**

Je trouve que le système éducatif français devrait être plus interactif et il devrait y avoir plus d'échanges franco-allemands à des prix abordables. Les régions devraient plus s'investir dans les échanges franco-allemands.

- Augmenter et faciliter les échanges scolaires entre la France et l'Allemagne - avoir en France le même système éducatif qu'en Allemagne (cours moins longs mais plus attrayants, que pendant la matinée)

- Je propose que la France et l'Allemagne propose plus de voyages linguistiques plus abordables (675 euros pour un voyage de cinq jours c'est inadmissible !) Et peut-être faire des universités allemandes en France et inversement.

- Je pense que les échanges entre les écoles allemandes et les écoles françaises doivent multiplier. Les coûts doivent être plus abordables pour que tout le monde puisse profiter de cette chance. L'échange et le contact quotidien avec des personnes parlant l'Allemand peuvent améliorer notre vocabulaire.

- **Plus d'école le mercredi**

Ne plus travailler le mercredi !

15 / 60

- **Egaliser les niveaux des élèves français et allemands**

Il faudrait égaliser les niveaux des élèves français et allemands. Pour cela, plusieurs points : - un même programme en France et en Allemagne, basé sur les valeurs fondamentales de ces deux pays; - une homogénéisation des horaires et des vacances entre la France et l'Allemagne; - la nationalisation de l'éducation Allemande, pour éviter les déséquilibres entre les Länder allemands; - des diplômes communs aux deux pays, pour faciliter les échanges franco-allemands.

- Je propose que les systèmes d'éducation des deux pays soient mis en commun sur une base française (programme national) pour faciliter les échanges entre les deux pays.

- L'éducation est une chose importante pour l'avenir d'un pays. Il faudrait que les deux pays, la France et l'Allemagne, échangent leurs procédés d'éducation (comme les horaires de classe ou les manières d'éduquer). Faire aussi plus d'échanges avec les lycées par exemple les échanges linguistiques entre un(e) allemand(e) qui va dans une famille française et un(e) français(e) dans une famille allemande. Comme ça l'apprentissage de la langue serait plus facile pour les élèves. Aussi passer des diplômes qui comptent dans les deux pays, la personne pourra travailler dans l'un des deux pays qu'il préfèresans problèmes.

- L'éducation est primordiale pour le développement d'un pays. Si l'on compare le système allemand au système français, la différence est flagrante. Donc, il serait une bonne chose de prendre exemple sur le système allemand qui se révèle être plus efficace. Par exemple, au niveau du temps scolaire, les étudiants français devraient n'avoir cours que le matin et plus longtemps et garder l'après-midi libre. Des séjours linguistiques pourraient être organisés entre les élèves, mais aussi entre les enseignants. Les diplômes obtenus devraient être identiques entre la France et l'Allemagne pour faciliter la recherche d'emploi en international. Il faudrait à tout prix éviter de trop forts écarts entre la France et l'Allemagne concernant le budget consacré à l'éducation.

- Je voudrais juste revenir sur l'idée de nationaliser l'éducation en Allemagne. Il me semble vraiment délicat d'appliquer une telle proposition. Le poids des Länder en Allemagne est énorme et les particularismes régionaux sont essentiels en Allemagne, contrairement à la France avec sa culture centralisatrice. Pour permettre un approfondissement des relations franco-allemandes, il me semble essentiel de quitter un schème de pensée « à la française », et apprendre à réfléchir avec d'autres cultures. La centralisation à l'allemande me semble complètement impensable (ne serait ce que pour des raisons historiques (cf le III Reich)). Par contre le processus de décentralisation en France est déjà lan-

16 / 60

cé. Pourquoi ne pas réfléchir aux moyens d'homogénéiser une éducation décentralisée?

- **Harmoniser le système d'éducation français et allemand**

L'Allemagne et la France devraient mener une politique d'éducation commune, par exemple la France devrait adopter le système de notation allemand et le système d'organisation des cours (la France devrait adopter les cours uniquement le matin en semaine), les échanges franco-allemands devraient être renforcés, en particulier aux collèges et lycées, les professeurs devraient avoir une formation éducative commune et faire des stages dans les pays respectifs. Des tronc communs aux deux pays doivent être créés, avec des matières communes. Il faudrait prôner 2 échanges minimum par élève.

- Je pense qu'il existe également beaucoup de points dans l'éducation française dont l'Allemagne pourrait s'inspirer, comme par exemple l'écoute du professeur, mais aussi le fait que l'on ne choisisse pas l'avenir de l'enfant dès la 6ème (en décidant là s'il passera ou non son bac...). Je ne pense pas non plus qu'un pays comme la France puisse se permettre d'avoir une demi-journée de cours par jour seulement. Que feraient les enfants durant l'après-midi ? Dans les quartiers défavorisés par exemple ? Les mères travaillent bien plus souvent en journée en France qu'en Allemagne, et beaucoup d'enfants seraient alors livrés à eux-mêmes. Un assouplissement fondé sur l'exemple allemand pourrait être cependant envisageable (cours moins longs, plus d'échange prof/élève durant les cours...).

- **Education**

On devrait travailler un peu plus les langues comme l'anglais qui devient vraiment très important dans le monde du travail. On devrait nous apprendre à faire des lettres de motivation et de c.v pour ne pas être perdu plus tard quand on devra faire nos premiers c.v.

- **L'anglais, une langue de travail à ne pas négliger**

Il est regrettable qu'en raison de l'étroite coopération franco-allemande, l'apprentissage de l'anglais ne soit pas assez encouragé et soutenu. Il faudrait toujours se rappeler, que l'anglais est aujourd'hui la langue la plus importante pour la vie professionnelle.

- **Découvrir les méthodes d'éducation du partenaire**

A mon avis, nous devrions faire connaître les méthodes d'éducation de l'Allemagne à la France et vice versa car les méthodes d'éducation entre les deux pays sont différentes.

17 / 60

- **Création d'une Université mixte**

Créer une université mixte avec deux sites, un à Paris, l'autre à Berlin avec des lieux d'hébergements pour les étudiants qui pourraient faire une partie de leurs études en France et l'autre en Allemagne.

- C'est une bonne idée, mais je pense que ce système pourrait être appliqué dans toutes les autres villes allemandes et françaises. Ainsi, tous les étudiants pourraient choisir leur université. Pour cela, les deux pays doivent reconnaître mutuellement les diplômes délivrés.

- Je pense que cela suffirait si nous étions soutenu par le biais d'un conseil / d'un accompagnement, afin de développer l'ouverture et la binationalité dans les cursus d'études. Que diriez-vous de développer des pôles thématiques d'échanges d'expériences (déménagement, stages, études) ? Le savoir acquis et vécu ne provient que de l'échange de savoir !

- Je pense, qu'il existe déjà un large choix, qui devrait simplement être plus connu. Il existe en matière de notoriété de l'université franco-allemande un réel besoin de rattrapage, selon moi. Bien que présente lors de salons sur l'emploi ou les études, j'ai moi-même constaté que la méthode la plus efficace consiste à placarder des affiches dans les écoles et à faire de brèves présentations de l'UFA en cours.

- **Plus d'échanges franco-allemands !**

Il serait bon de faciliter les échanges franco-allemands, avec plus de correspondance dans les classes françaises étudiant l'allemand et dans les classes allemandes étudiant le français. Certains français sont épris de la langue allemande, et souhaiteraient que continuent, et augmentent les correspondances permettant aux étudiants français d'aller en Allemagne, et inversement.

- Faciliter les échanges franco-allemands, notamment en réduisant les coûts pour les voyages entre les deux pays.

- Je suis tout à fait d'accord. Seul l'échange direct avec des locuteurs natifs permet d'apprendre une langue efficacement ! Et cela permet également d'encourager la compréhension mutuelle.

- **Inspiration du modèle allemand**

La France devrait changer son enseignement en prenant exemple sur celui de l'Allemagne. Les Allemands sont mieux organisés, plus libres et plus autonomes à un âge plus jeune et apprennent les langues plus rapidement que les Français. Ils sont souvent presque bilingue voir trilingue dès 14 ans. L'éducation nationale allemande est plus efficace et permet un apprentissage plus rapide.

18 / 60

- Il est vrai que le système scolaire français a des lacunes quant à l'enseignement des langues vivantes. Il semble que la voie prise par la nouvelle réforme ne facilite pas les choses (éclatement des élèves d'une même classe regroupés avec d'autres élèves issus de différentes séries (Littéraire/ Economique et social/ Scientifique) ainsi que de niveaux de langue différents (LV1/ LV2)). Mais les deux systèmes scolaires ne sont pas comparables. En France, l'écrit tient une place majeure (contrôles écrits réguliers) alors qu'en Allemagne, l'oral est beaucoup plus valorisé (travail en groupes et participation active); cela dans toutes les matières. Ils acquièrent ainsi plus d'aisance et de capacité à communiquer fluidement dans une langue étrangère mais pas comme une langue maternelle (bilingue)

- Je ne suis pas d'accord avec l'idée selon laquelle il faudrait calquer le système éducatif français sur le modèle allemand. Je pense donc qu'il faudrait transposer les éléments importants et efficaces issus des deux systèmes. Par exemple, on pourrait reprendre l'excellent encadrement français qui permet d'avoir école toute la journée et l'enseignement des langues fortement tourné vers la pratique tel qu'il est dispensé en Allemagne.

- **Accessibilité de l'apprentissage de l'allemand dans toute la France**

Ce serait sans doute laborieux et ambitieux, mais il faudrait sensibiliser les jeunes et leurs parents à la langue allemande, à travers des animations, ateliers, voyages découverts/visites -accessibles à ceux qui ne parlent pas -encore !- l'allemand. Et alors, peut-être que des classes d'allemand pourront être créées...

- D'après une étude statistique sur les langues étrangères du Centre de formation d'études politiques (Bundeszentrum für Politische Bildung), on note que 15% des Français choisissent l'espagnol en deuxième langue étrangère au cours des cycles primaire et secondaire. Au lycée, on va même jusqu'à compter 65% des Français qui suivent cette démarche. En Allemagne au contraire, on note qu'au collège 17% des Allemands, et au lycée 28%, choisissent plus souvent le français comme deuxième langue étrangère. En réponse à cela, j'aimerais encourager plus intensément les échanges avec l'aide des moyens du fond commun franco-allemand afin d'égaliser les résultats de ces pourcentages sur le choix des langues.

- **Programmes**

Les programmes scolaires devraient être harmonisés au niveau européens dans les matières qui le permettent (mathématiques, langues étrangères, sciences naturelles, physique, etc.). L'objectif n'est pas de donner exactement le même programme à toute l'Europe, mais de donner la liste des thèmes à étudier dans les différentes matières (ex: en 7e année (5e ou 7.): multiplications, approche

19 / 60

des fractions, etc.). Ainsi, chaque pays pourrait aborder les mêmes thèmes, mais avec la méthode et l'approche scolaire propre à chaque pays. Cela permettrait de faciliter la mobilité longue (je pense à des échanges type programme Voltaire ou pour un an par exemple) sans pénaliser l'élève dans sa scolarité.

- **Promotion de la culture française en Allemagne**

Je plaide pour un « ajustement » du système cinématographique outre-Rhin. L'Allemagne devrait (pour une fois) s'inspirer des Français: des films en V.O. (sous-titrés) dans les cinémas de toutes les grandes villes universitaires du pays afin d'augmenter le nombre de productions françaises dans les salles allemandes

- **Améliorer la connaissance de l'autre par le biais de projets tout au long de l'année**

L'Europe c'est mon avenir si ... on parvient à lier les jeunes non seulement par les échanges mais également par la réalisation de projets communs pour favoriser le travail d'équipe, qui plus est transfrontalier. Ainsi les élèves pourraient mieux se connaître et tisser de vrais liens (par le travail, l'envie commune de monter une pièce de théâtre par exemple). Ce serait également l'occasion de découvrir les méthodes de travail françaises et allemandes et d'échanger. Aussi, il faudrait privilégier les rencontres avec des jeunes issus de milieux défavorisés ! Eux aussi ont le droit et doivent avoir ce genre d'opportunités ! !

- C'est pour celà qu'il me paraît essentiel qu'il soit possible dès le plus jeune âge de mettre en place des espaces d'accompagnement des jeunes dans les établissements scolaires à la création de projets interculturels notamment. Ce qui nécessite en France à l'occasion de la réforme des rythmes éducatifs de prendre en compte un temps d'accompagnement des enfants et des jeunes dans la réalisation de ces projets et de doter les établissements de moyens (humains et financiers) concrets. Peut-être faut-il réfléchir à la mise en place de démarches de financements de projets d'enfants et de jeunes plus simples et plus rapides pour que l'on puisse donner à chacun la possibilité d'expérimenter ses projets et idées tout en s'appuyant de l'ensemble des acteurs éducatifs de nos pays.

- **Pour promouvoir les échanges scolaires**

Un service des relations internationales, organisant des réunions sur les séjours à l'étranger comme à l'université, pourrait être développé à l'école, lorsqu'il n'en existe pas déjà. Les élèves seraient ainsi informés des possibilités qui leur sont offertes pour partir à l'étranger (par exemple: les échanges scolaires, les stages à l'étranger, les cours de langues etc...). Le service les aiderait ensuite dans leurs démarches (financement, organisation etc.), de sorte à ce que chacun ait la possibilité de découvrir l'Europe.

20 / 60

- Afin de déjà faire le pas dans la bonne direction, un enseignant/Professeur pourrait être désigné en tant que responsable-interlocuteur pour les séjours à l'étranger : il pourrait, en l'absence de service de relations internationales, organiser des réunions d'information concernant les séjours à l'étranger.

- **Augmenter le budget alloué à l'éducation et s'appuyer sur un partage de concepts éducatifs européens**

Comme suggestion pour l'amélioration de l'éducation en Allemagne et en France, j'aimerais soutenir l'importance d'investir plus dans l'éducation en Allemagne et en France, ainsi que de renforcer la communication et la considération des différents concepts européens pour l'éducation afin d'améliorer et renforcer nos deux systèmes éducatifs.

- **Apprendre les langues plus tôt et développer l'expression orale**

L'Europe est mon avenir si on changeait les méthodes d'apprentissage de langue. Les enfants devraient déjà à la maternelle ou à l'école primaire commencer à apprendre de nouvelles langues car en fin de compte, c'est à cet âge là qu'on apprend le mieux. De plus, on devrait plus encourager l'expression orale afin d'éveiller le plaisir que portent les langues étrangères et non pas chercher uniquement à ingurgiter de la grammaire dès le début.

- **Correspondances**

L'Europe est mon avenir si on pouvait commencer déjà très tôt à correspondre dans les écoles, cela pouvant conduire les élèves à participer ultérieurement à des programmes d'échanges. Les enfants qui débutent dans une langue étrangère auraient déjà au bout de quelques mois l'occasion d'utiliser la langue de manière active et arriveraient mieux à cerner les raisons pour lesquelles ils peuvent avoir besoin de cette langue.

- **Des semestres à l'étranger organisés soi-même**

L'Europe est mon avenir si les universités européennes soutenaient les étudiants pour organiser eux-même leur semestre à l'étranger dans le cadre du programme Erasmus. En effet, durant le temps de leur séjour à l'étranger, beaucoup d'étudiants Erasmus restent « entre eux » et choisissent la facilité de la langue anglaise plutôt que d'entrer en dialogue avec les autochtones. Partant d'une telle observation, un semestre planifié par l'étudiant lui-même aurait tout à gagner.

Thème: Environnement

- **L'Europe, garante de l'écologie**

Il serait intéressant que les pays européens et le couple franco-allemand en première ligne mettent en place un projet de développement avec des échéances à court ou moyen terme selon les sujets : sauvegarde des écosystèmes, transitions énergétiques, gestion des déchets, développement des emplois verts, restructuration de l'agriculture, amélioration de l'éthique pour le monde animal, santé publique et écologie etc. Pour que ces projets ne soient pas que des mots, l'Europe donnerait des subventions afin de les promouvoir. Si les projets ne sont pas réalisés dans les temps, le pays qui l'avait mis en place rembourse sa subvention et se soumet à une sanction financière supplémentaire.

- **Politique environnementale franco-allemande**

Créer une politique environnementale commune aux deux pays !

- Il faudrait créer un budget et/ou une politique d'environnement commune aux deux pays.

- Il pourai être envisagé de mettre en place une politique environnementale commune, afin que les deux pays exercent ensemble des actions plus efficaces qui profiteraient à un plus grand nombre de personnes.

- Insérer un système écologique commun aux deux pays avec une entente des ministres de l'environnement des deux pays ou même un ministre commun.

- Une politique environnementale commune devrait être créée, des normes également incluant notamment la création de quotas énergétiques.

- L'Allemagne et la France pourraient mettre en place un réseau visant à se fournir de l'Energie mutuellement. De cette manière, les deux Etats ne seraient plus dépendant du prix côté en bourse et le prix de l'Energie n'augmenterait plus. Une telle prévention faciliterait ensuite la mise en place d'un réseau commun européen.

- L'introduction d'un budget commun ou l'organisation d'un conseil des ministres de l'Environnement n'entraîneraient pas nécessairement l'établissement d'une politique commune en matière d'environnement et de climat, même si cela doit être notre objectif européen. Un changement de mentalités dans la politique environnementale ne peut pas être le fruit des responsables politiques, cela doit venir du peuple, car chaque citoyen doit apporter sa petite contribution à l'ensemble.

22 / 60

- **Développer le partenariat entre la SNCF et la Deutsche Bahn**

L'Europe, c'est mon avenir, si le couple franco-allemand met en place un plan pour le développement des transports en communs, renforce le partenariat entre la SNCF et la DB et développe les lignes à grande vitesse (LGV) européennes et les lignes régionales transfrontalières.

- Il faudrait des transports en commun qui relie l'Allemagne à la France.

- Et peut être aussi mettre en place une politique de tarifs réduits des deux entreprises pour la mobilité des jeunes, au delà des subventions accordés par les différents partenaires

- **Application de l'Agenda 21 en France et en Allemagne**

En France et en Allemagne sont appliquées aux niveaux local et national les mesures de l'Agenda 21, signé au Sommet de la Terre à Rio en 1992. L'objectif de l'Agenda 21 était de lancer la dynamique du développement durable afin d'améliorer les conditions de vie de la population mondiale. 20 ans après, la coopération et l'échange entre la France et l'Allemagne sur l'application de l'Agenda 21 sont quasi inexistantes. Pourtant, une démarche de benchmarking pourrait améliorer les pratiques de nos deux pays, rendre plus efficace leur engagement en matière écologique et sociale, et peut-être inspirer d'autres pays. Mettre en place un dialogue entre les différents acteurs français et allemands concernés par l'Agenda semble donc nécessaire.

- L'Agenda 21 ne doit plus se resumer a un catalogue de mesures environnementales, au service d'une « économie verte » déconnectée de l'humain, mais bien considérer le concept de « durabilité » sous toutes ses facettes.

- **L'Allemagne et la France doivent devenir des précurseurs dans la protection de l'environnement**

A côté de la crise européenne, du programme d'armement nucléaire iranien et des problèmes de politique interne, la thématique de la protection environnementale est toujours plus reléguée en arrière-plan et perd de son importance dans la conscience populaire. Il est donc important que les actuelles grandes puissances économiques que sont l'Allemagne et la France prennent sur ce point le rôle de précurseurs et travaillent ensemble à une politique respectant l'environnement. Plus de coopération dans le domaine environnemental serait souhaitable et pourrait donner une dynamique générale à l'UE.

- **Réformer la Politique Agricole Commune (PAC)**

L'Europe, c'est mon avenir, si le couple franco-allemand défend une position commune à l'occasion de la réforme de la PAC en 2013. Cette position commune défendrait un rééquilibrage des aides et donc une augmentation de celles

23 / 60

dédiées aux petits producteurs, notamment ceux développant ou se convertissant à une agriculture biologique, saisonnière, en polyculture. Il s'agirait aussi d'encourager la fourniture de services environnementaux et une revitalisation économique des zones rurales pauvres. Il serait aussi judicieux de soutenir la production de protéagineux (que nous importons massivement) sur le sol européen. Enfin, il faudrait supprimer toute subvention aux exportations en direction des Pays les Moins Avancés, pour éviter une concurrence déloyale avec les producteurs locaux de ces pays.

- Oui l'UE devrait avant tout soutenir de petites structures d'agriculture biologique plutôt que de grandes entreprises !

- **Favoriser la fiscalité écologique**

L'Europe, c'est mon avenir, si le couple franco-allemand développe la fiscalité écologique afin de taxer davantage la dépense d'énergie et le capital plutôt que le travail. Cela peut passer par la diminution des aides à des secteurs d'activités ou projets polluants ; par la diminution de niches fiscales anti-écologiques ; ou encore par la mise en place d'une Contribution Climat Energie (ou taxe carbone) aux frontières de l'UE et de la France, qui s'appliquerait sur les produits de consommation personnelle, les entreprises et les importations.

- Selon moi, les grosses entreprises devraient améliorer leur efficacité énergétique, plutôt que d'espérer des allègements de charges.

- Concernant les allègements de charges alloués aux entreprises ayant une grande consommation énergétique, je ne pense pas qu'ils doivent être supprimés. Néanmoins, les critères d'allègement doivent être renforcés ou plus exactement être appliqués en conséquence, de sorte que les entreprises qui se trouvent en situation de concurrence internationale se voient aidées plutôt que les entreprises publiques nationales. Cela ne générerait ainsi qu'un surcoût modéré pour les ménages lors de la transition vers les énergies renouvelables.

- **La BEI et la BCE devraient soutenir des projets de développement d'énergies renouvelables**

Concernant la transition énergétique, la Banque Européenne d'Investissement ou une

Banque Centrale Européenne aux statuts modifiés pourrait financer des projets de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergies (notamment dans le secteur du bâtiment: rénovation thermique de bâtiments anciens, nouvelles constructions publiques telles que nos écoles en « HQE »).

- **Adopter un nouvel indicateur de richesse**

24 / 60

L'Europe, c'est mon avenir, si le couple franco-allemand met en place un nouvel indicateur de richesse pour mieux prendre en compte les facteurs sociaux et environnementaux et ainsi faire face aux grosses limites du Produit Intérieur Brut (PIB). Il existe par exemple un Happy Planet Index (HPI), prenant en compte le PIB par habitant, le sentiment de bien-être des habitants, l'espérance de vie et l'empreinte écologique d'un pays.

- **Du courant à base de charbon**

L'Europe, c'est mon avenir, si on produit moins de courant issu de centrales à charbon. En Allemagne, 18% de cette forme d'énergie entre dans le mix énergétique, tandis qu'en France seulement 4%. L'électricité produite à base de charbon diffuse 622g à 1153g de CO2 par kWh. Le courant produit à base de charbon est donc nuisible à l'environnement et au climat. Pour cela, le binôme franco-allemand doit accélérer les démarches en faveur des énergies renouvelables.

- C'est vrai que la diffusion de CO2 des centrales à charbon nuit à l'environnement et que l'Allemagne et la France devraient accélérer les démarches en faveur des énergies renouvelables. A cela, n'oublions pas que la production au charbon couvre 42% de la production brute d'électricité en Allemagne (source 2011). Comme l'énergie renouvelable n'a pas encore les dispositions suffisantes pour remplacer la production énergétique à base de charbon, la fin imminente d'une telle production irait à nuire totalement à l'approvisionnement en énergie. A ce stade, la population pourrait se retourner contre ces changements énergétiques essentiels. Pour cela, les centrales à charbon devraient continuer à produire de l'énergie, mais en tant que « Réserve » pour la nouvelle production énergétique.

- **Finir avec l'énergie nucléaire**

Même, si nous avons déjà vu plusieurs crises nucléaires comme celle de Fukushima, nous dépendons toujours de cette énergie. Pour protéger l'environnement ainsi que les êtres humains, l'Europe doit mettre une croix dessus car cette énergie est dangereuse. En fait c'est tout simple: il faut juste le vouloir.

- En ce qui concerne l'énergie nucléaire, la France devrait oser davantage et mettre l'accent sur les énergies renouvelables. Après la catastrophe de Fukushima et pendant les présidentielles, on a vu apparaître fugacement les indices d'un intérêt pour ce sujet. Cependant, en Allemagne, la sortie du nucléaire a été décidée, une évolution dans l'approvisionnement énergétique en France serait donc conseillée. Le mieux serait que les deux pays tirent sur la même corde.

- L'énergie nucléaire est peut-être dangereuse mais elle est aussi très propre. Nous devrions de ce fait comprendre la perspective française ou en tout cas

25 / 60

l'accepter. Le Rhin sépare deux conceptions radicalement opposées de la politique énergétique, mais avec un dialogue ouvert on pourrait combiner le meilleur des deux. Il serait dommage que la protection de l'environnement soit remise en cause par l'échec du dialogue sur le nucléaire.

- Je trouve qu'il est essentiel d'éclairer les citoyens sur les dangers et conséquences du nucléaire, et cela principalement en France car pour l'instant c'est loin d'être le cas.

- **Créer des transports propres**

Remplacer les routes par des lignes de tramway et produire plus de voitures électriques.

- **Replanter des arbres**

Il faut replanter les arbres lorsque l'on les coupe !

- **Créer un réservoir d'idées pour lutter contre les problèmes environnementaux**

Il faudrait mettre en place un réservoir d'idées pour lutter contre les problèmes climatiques et empêcher la pollution.

- Il faudrait que les pays polluent moins. Que les scientifiques trouvent enfin un moyen de remplacer le pétrole car les ressources pétrolières mondiales diminuent considérablement.

- **Faire cesser l'activité des industries qui polluent le Rhin**

Je propose que les industries qui déversent leurs déchets dans le Rhin arrêtent leurs activités.

-Il faudrait un code de conduite pour moins polluer.

-Qu'ils arrêtent de déverser oui, mais il ne faut pas qu'ils arrêtent toute leur activité. L'écologie ne doit pas aller contre l'économie et l'emploi, sinon elle sera toujours reléguée au second plan.

- **Un budget commun pour la création de parcs naturels**

Tout d'abord, il faudrait à mon avis mettre en commun un budget entre nos deux pays afin d'améliorer le développement durable. On devrait mettre plus de parcs naturels afin de protéger de plus en plus d'espèces spécifiques à nos pays

- Le budget commun devrait servir à financer des recherches pour une nouvelle « énergie propre », plutôt que les parcs naturels déjà présents en nombre en France et en Allemagne.

26 / 60

- **Hybridation d'espèces végétales : un arbre franco-allemand**

J'ai eu l'idée de créer des espèces franco-allemandes d'arbres en greffant des arbres respectifs des deux pays sur une souche provenant d'alsace. Ce pourrait être un fort symbole de l'amitié franco-allemande. L'ARBRE DE L'AMITIE.

- **Pour une politique environnementale planétaire et globale**

L'écologie au niveau européen c'est bien mais au niveau planétaire, c'est encore mieux ! On ne peut pas beaucoup avancer si l'on se concentre seulement sur un niveau européen...

- L'idée est bonne, mais selon moi cela n'est pas une priorité. Je pense que nous sommes déjà en mesure de faire pas mal de choses. L'UE est un acteur qui a déjà une grande importance mondiale. Montrez déjà l'exemple et ensuite nous pourrions présenter notre modèle au reste du monde. Demander aux pays de faire des efforts de manière à ce que de ayons moins à faire de notre côté c'est condamner ces derniers à l'échec. C'est comme si la Chine nous avait demandé d'améliorer notre politique sociale afin de limiter l'inégalité.

- Des conférences mondiales sur l'écologie existent déjà, avec e succès qu'on leur connaît... concentrons nous déjà au niveau européen, car on ne peut visiblement pas compter sur les autres partenaires au niveau écologique. Et rien qu'à cet échelon, il y a déjà pas mal à faire

- **Adopter un plan de transition écologique de l'économie**

L'avenir c'est l'Europe si le couple franco-allemand agit pour la mise en place d'un plan européen pour la transition écologique de l'économie. Dans le cadre d'une procédure de coopération renforcée au sein de l'UE, nos deux pays pourraient encourager la Recherche et Développement dans les technologies « vertes » et aider parallèlement à la reconversion de secteurs industriels en crise (automobile, acier...).

- Cette proposition va dans le bon sens, même si la BCE ne devrait y jouer qu'un rôle secondaire. Elle surveille les instituts de crédit et participe à la stabilisation des marchés financiers. Elle ne donne donc pas elle-même de crédits pour financer des changements dans le domaine de la politique énergétique.

Thème: Participation politique

- **Droit de vote européen**

L'Europe, c'est mon avenir, si... tous les Européens qui travaillent et habitent dans un pays européen ont le droit de vote dans ce pays. Pourquoi le droit de vote est-il lié à la nationalité du votant? A mon avis c'est nécessaire de pouvoir participer aux décisions qui concernent par exemple le droit du travail ou le droit fiscal !

- On doit commencer à réfléchir sur le droit de vote pour tous les citoyens demeurant et travaillant en Europe et ce peut importe leur pays d'origine. Les personnes habitant et travaillant dans l'UE et issues des pays tiers, n'ont aucun droit de vote, et cela même au niveau municipal. D'après un jugement de la constitution fédérale allemande (BuVerfG) de 1990, cela enfreint l'article 28 (1) p.2 de la Loi Fondamentale allemande (GG).

- Je suis tout à fait d'accord pour le droit de vote et d'éligibilité des étrangers mais seulement aux élections locales. Ils paient des impôts et doivent avoir le droit de s'exprimer ! Cependant, ce droit doit se limiter à la collectivité locale sinon, il n'y aurait plus de raison d'acquérir la citoyenneté d'un Etat.

- **Conseil européen des jeunes et lobbying**

À mon avis, il y a encore trop peu d'organes qui représentent les jeunes ! Dernièrement j'ai participé à une manifestation au Conseil de l'Europe à laquelle 150 jeunes de plusieurs pays différents ont été conviés pour discuter de la démocratie. On aurait souvent besoin de cela, et qui plus est, au sein d'une institution au niveau européen. Comme extension du Parlement Européen des Jeunes (PEJ), il faudrait une sorte de conseil constitutif, qui se rassemble une fois par an et forme différentes commissions, afin que les jeunes puissent durablement participer. Ce serait quasiment un lobby de jeunes sous forme d'un conseil qui représenterait à Bruxelles les intérêts des jeunes et travaillerait à la formulation de propositions.

- Oui, en effet, il y a déjà suffisamment d'institutions et de corporations qui contribuent à la représentation des intérêts des jeunes. Je pense notamment au parlement franco-allemand des jeunes qui, comme il est mentionné dans l'agenda franco-allemand 2020 (février 2010), devrait siéger de façon permanente. C'est un point de départ ambitieux et certainement prometteur, qui jusqu'à présent n'est pas suffisamment développé et reste encore relativement inconnu. Une campagne publicitaire intense et efficace (par exemple adressée aux étudiants/diplômés issus des filières franco-allemandes) pourrait pallier le manque d'information entourant ce projet. Par conséquent je serais également pour le renforcement et la revalorisation des institutions déjà existantes.

- **Un nouveau mode de désignation du Président de la Commission européenne.**

Actuellement, seul le Parlement européen est élu au suffrage direct. Mais c'est le Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement qui désigne l'exécutif de l'UE. Ce mode de désignation de l'exécutif détourne les citoyens européens de la vie politique européenne. Alors je suis favorable à la proposition de Jacques Delors qui, en 1997, proposait que les formations politiques européennes désignent avant les élections leur candidat au poste de Président de la Commission, obligeant les familles politiques européennes à créer des projets communs. Des campagnes « paneuropéens » seraient organisées dans toute l'Europe avec des débats télévisés et des forums. Le Président de la Commission serait élu en SUD.

- Le citoyen Européen doit prendre part, c'est son devoir, aux élections européennes. Cependant, il semble nécessaire d'accroître le poids de ce vote européen pour qu'il se sente réellement concerné par cet Avenir Européen. Il est primordial de permettre aux citoyens européens d'élire leur Président (changer donc le mode d'élection, celui-ci étant actuellement élu par le Conseil Européen).

- Il faut réimaginer le rôle du Parlement Européen pour lui donner plus de pouvoir. La construction de l'Europe, le fédéralisme européen passe aussi par là.

- Il faut donner plus de pouvoirs au Parlement Européen et surtout faire connaître ses actions.

- **Donner plus de poids aux élections européennes**

Le citoyen Européen doit prendre part, c'est son devoir, aux élections européennes. Cependant, il semble nécessaire d'accroître le poids de ce vote européen pour qu'il se sente réellement concerné par cet Avenir Européen. Il est primordial de permettre aux citoyens européens d'élire leur Président (changer donc le mode d'élection, celui-ci étant actuellement élu par le Conseil Européen).

- **Pour une meilleure éducation politique de la population**

Peu de gens en France et en Europe en général votent pour les élections européennes (seuls 40% des français ont voté en 2009) car ils ne sont pas assez informés ! Il existe en Allemagne la Bundeszentrale für politische Bildung (Agence fédérale pour l'éducation politique) qui a pour but d'informer la population sur la politique en expliquant des sujets politiques complexes d'une manière compréhensible par tous. Il faudrait une telle agence dans les autres pays

29 / 60

d'Europe. Les médias, eux aussi, devraient plus nous informer sur le travail des députés européens.

- **Développer une centrale européenne pour la formation politique**

Il faudrait développer une centrale européenne pour la formation politique. Il s'agirait d'un centre de documentation pour le développement de la recherche mais aussi pour la formation pédagogique. On favoriserait ainsi la connaissance publique et générale du fonctionnement des institutions européennes et le développement d'un esprit critique. Il faut fournir des moyens pour ne pas tomber dans le piège de l'ECJS.

- **Un gouvernement européen**

L'Europe, c'est mon avenir, si lors des élections européennes, les Européens peuvent voter pour des partis ou des listes européennes au lieu de partis nationaux. En parallèle, ces partis et listes devraient présenter un candidat à la Présidence de la Commission Européenne. Finalement, le parlement devrait nommer un gouvernement européen constitué de ministres européens qui remplaceraient les commissaires en place, souvent nommés de façon non-transparente et qui apparaissent peu en public. Par conséquent, le Président de la Commission Européenne pourrait ensuite être appelé « Ministre-président européen », ce qui soulignerait la signification que l'on souhaite accorder à sa fonction. Il faudrait garantir à l'aide de quotas que tous les pays européens soient représentés dans ce gouvernement.

- L'Europe c'est notre avenir si les partis s'organisent au niveau européen, pas seulement dans le Parlement Européen, mais dès les élections. Pour que la démocratie naisse au niveau européen, il faut un espace public de débat avec des partis qui représentent les intérêts des peuples européens.

- **Démocratie directe au niveau européen**

Il faudrait favoriser la démocratie directe au niveau européen afin de promouvoir l'engagement politique des citoyens au niveau européen, l'intérêt des citoyens pour la cause européenne et une proximité des citoyens avec leurs élus au parlement européen.

- **Reconnaissance du vote blanc**

L'Europe c'est mon avenir si la France et l'Allemagne reconnaissent lors d'élections les bulletins blancs et les comptabilisent dans les résultats électoraux finaux.

- **Plus de participation politique**

La participation aux élections du parlement européen, du moins en Allemagne, est en baisse permanente depuis ces dernières années. Il serait possible d'agir contre cette tendance en donnant aux citoyens encore plus de possibilités de

30 / 60

participation aux distributions des postes à l'UE. Peut-être que les députés se sentiraient ainsi encore plus responsable envers leur électeurs.

- **Un référendum européen**

La démocratie représentative comme celle qui existe en France ou en Allemagne, possède beaucoup d'avantages et doit absolument rester telle qu'elle. Je propose tout de même l'introduction d'un référendum européen pour une participation directe ! A travers un référendum de la sorte, les citoyens ou même les habitants européens seraient appelés à voter eux-mêmes sur une question concrète. A mon avis, cela ne signifierait pas enterrer les institutions européennes, mais plutôt favoriser l'idée d'une Europe unie et augmenter la légitimité des décisions et projets à dimension européenne.

- L'Europe est mon avenir si un nombre de référendums par an était imposé dans chaque état membre de l'Europe par la commission européenne afin que les citoyens puissent plus s'exprimer sur les décisions et lois de leurs pays.

- L'idéal serait de promouvoir l'usage des référendums tout en permettant leur adaptation au contexte politique (qui peut être très fluctuant d'une année à l'autre et peut requérir plus ou moins de sollicitations de l'avis des citoyens). Toutefois, un nombre imposé de référendums ne serait pas la solution.

- Je pense que le problème se trouve plutôt au niveau de l'importance des voix: aujourd'hui, la voix d'un citoyen chypriote compte beaucoup plus que celle d'un Allemand et je trouve que c'est une bonne chose, afin que chaque groupe culturel/nation/pays soit représenté et pris au sérieux. Si toutes les voix avaient le même poids lors d'un référendum, il suffirait alors de gagner les voix des citoyens des grands pays pour ou contre une cause, afin de décider de quelque chose qui aura certainement des conséquences négatives pour certains pays peu peuplés. Mais si toutes les voix n'ont pas le même poids, le référendum sera alors inéquitable et insensé. C'est pourquoi je suis contre le plébiscite européen.

- **Information du public européen**

Au cœur de la crise européenne, l'Europe a surtout l'air de souffrir d'un manque de sentiment communautaire, c'est pourquoi dans certains pays, il n'existe un désir de solidarité que partiel. D'après moi, cela est dû, entre autres, à un manque de présence publique européenne. Jusqu'à présent, la chaîne d'information en continu Euronews a effectué des tentatives intéressantes afin d'aboutir à un changement. Une forme d'engagement encore plus poussée et des initiatives plus nombreuses pourraient sans aucun doute avoir un impact considérable.

31 / 60

- Je trouve aussi qu'il y a encore beaucoup à faire au sujet de la présence publique de l'Europe. D'après moi, cela concerne particulièrement les domaines scolaire et de l'éducation ! En tant que citoyen, on devrait avoir plus de possibilités d'accès à des informations claires et simples sur le travail de l'UE, etc... La plupart du temps, on n'est informés que des événements négatifs, les blocages, etc... Pour avoir des informations sur ce qui se passe en coulisse, il faut de l'intuition et beaucoup de temps pour effectuer des recherches. Et c'est dommage ! Sur ce point, je pense qu'il faudrait plus de médias ou tout simplement des initiatives de citoyens qui s'investissent pour nous fournir de vraies informations.

- Peu de gens en France et en Europe en général votent pour les élections européennes (seuls 40% des français ont voté en 2009) car ils ne sont pas assez informés ! Il existe en Allemagne la Bundeszentrale für politische Bildung (Agence fédérale pour l'éducation politique) qui a pour but d'informer la population sur la politique en expliquant des sujets politiques complexes d'une manière compréhensible par tous. Il faudrait une telle agence dans les autres pays d'Europe. Les médias, eux aussi, devraient plus nous informer sur le travail des députés européens.

- Je propose que l'on crée pour la politique d'information de l'UE, un centre européen de formation politique sur le modèle du « Bundeszentrale für Politische Bildung » (Agence fédérale pour l'éducation civique), afin de garantir la transparence de chacun des projets. Une telle institution n'existant pas sous cette forme en France, ce serait effectuer un pas en avant que de l'instaurer. Le tandem franco-allemand pourrait ainsi favoriser l'extension de ce système dans toute l'UE.

- Je suis d'accord avec la proposition, il faut augmenter la couverture médiatique des activités de l'UE. C'est ce que le Parlement Européen tente de faire en développant une multitude d'interfaces (Twitter, Europarl TV, Facebook, Relations presse...). Je pense que la balle est maintenant dans le camp de la presse nationale des Etats membres. Peut-être que les Etats membres pourraient mettre en place des mesures incitatives pour la presse ou lancer une campagne de communication revalorisant le vote européen. Cela augmenterait l'intérêt des Européens pour l'UE et pousserait la presse à augmenter la couverture médiatique.

- **Plus de participation politique**

La participation aux élections du parlement européen, du moins en Allemagne, est en baisse permanente depuis ces dernières années. Il serait possible d'agir contre cette tendance en donnant aux citoyens encore plus de possibilités de participation aux distributions des postes à l'UE. Peut-être que les députés se sentiraient ainsi encore plus responsables envers leurs électeurs.

32 / 60

-Je propose également que ces nombreuses possibilités de participation influencent positivement le taux de participation aux élections de la population. Pour cela, il faudrait instaurer un « Gouvernement européen » avec plus de pouvoir, comme cela a déjà été proposé. Je pense que l'on pourrait ainsi augmenter à la fois la légitimité de l'UE et la participation électorale.

- **Développer le « community organizing »**

L'Europe c'est mon avenir, si nos deux états s'engagent à financer, par le biais d'une agence clairement indépendante, des initiatives citoyennes de « community organizing ». Il s'agit de regroupements d'habitants des quartiers populaires qui s'organisent pour défendre leur droits (au logement, à des transports en communs efficaces, à la sécurité publique...) face aux entreprises et institutions.

- **Pour une représentation politique plus diverse.**

Faire en sorte que le pouvoir ne soit pas confisqué qu'au profit d'une classe d'élites dirigeantes et que les représentations et participations politiques soient partagées.

- **Connaissance linguistique**

L'enseignement d'au moins une des trois langues de travail de l'union européenne (anglais, allemand, français) devrait être obligatoire dès la primaire dans l'ensemble des pays de l'union.

- **« Notre handicap, c'est les autres »**

Le regard des autres peut être une barrière pour la participation politique. La population a souvent une mauvaise image des personnes en situation de handicap. La sensibilisation et la formation de l'ensemble de la population sont nécessaires, pour apprendre à vivre ensemble dans un espace citoyen. Il faut notamment former la population à la question du handicap invisible. (Ces recommandations sont issues des échanges du « groupe jeunes » du Conseil Français des Personnes Handicapées pour les questions Européennes (CFHE)).

- **Freude, schöner Götterfunken**

Chaque élève de primaire devrait connaître par cœur l'hymne européen.

- **Voter par internet**

Il faudrait organiser les votes sur Internet, mais cela seulement en complément des autres mécanismes de prise de décision. Des votes directs des citoyens via Internet sont tout à fait concevables au niveau communal ! Cela représenterait une grande opportunité pour l'Europe !

33 / 60

- **Lobbying citoyen**

Encourager et permettre le développement d'un lobbying citoyen (initiatives citoyenne etc.).

- **Réimaginer le rôle du Parlement Européen**

Intégrer « l'évolution des femmes dans la société » dans la scolarité, que cette évolution soit plus implantée dans l'histoire que l'on apprend à l'école.

- **Egalité homme – femme**

Intégrer « l'évolution des femmes dans la société » dans la scolarité, que cette évolution soit plus implantée dans l'histoire que l'on apprend à l'école.

- Remettre la Charte des droits fondamentaux en première place, dans un traité et non plus en annexe (cf. Lisbonne). Dans cette Charte (2000) est évoquée l'égalité entre les hommes et les femmes, et malheureusement après l'échec de 2005 (ou elle avait été insérée au cœur même du traité instaurant une constitution pour l'Europe), elle a été reléguée en annexe à Lisbonne.

- **Encourager la prise de décision des citoyens par internet**

Que les décisions au niveau européen (pétitions) soient plus souvent prises via Internet, afin d'y donner accès à plus de gens.

- **L'Union pour la Méditerranée**

Relancer l'Union pour la Méditerranée.

- **Forum des sociétés civiles**

Il faut créer un Forum des sociétés civiles.

- **Réorganiser la gouvernance européenne**

Réorganiser la gouvernance européenne et œuvrer pour une répartition claire des rôles entre le parlement européen et les parlements nationaux.

Thème: Diversité culturelle

- **Créer un réseau étudiant franco-allemand**

Je propose de créer un réseau étudiant franco-allemand qui relierait chaque université qui propose des études dans le domaine de l'allemand. Cela permettrait aux étudiants d'échanger entre eux de manière plus intense et de, pour-quoi-pas, se rencontrer. Le calendrier universitaire français et allemand étant différent, les étudiants pourraient lors d'un court séjour voir le système universitaire du pays voisin. Ces derniers pourraient aussi se rencontrer pour échanger et pas forcément aller voir le système universitaire. De plus, les étudiants pourraient choisir l'université où ils veulent aller (et pas forcément l'université partenaire de l'étudiant) pour découvrir une nouvelle ville.

- Pour moi, un réseau étudiant franco-allemand proposerait une plateforme d'orientation qui permettrait, en quelques clics, de trouver des formations binationales susceptibles de nous plaire, une plateforme de stages et d'offres d'emplois pour les étudiants franco-allemands, et bien sûr, de nombreuses rencontres afin de créer du lien et d'échanger toujours plus !

- Une conférence ou un conseil d'étudiants franco-allemand comme représentant binational de la communauté étudiante.

- **L'allemand dans les quartiers populaires français et vice-versa**

15% des jeunes en France apprennent l'allemand, une étude intéressante serait de voir d'où ils viennent ces jeunes. Soyons honnête, qui apprend l'allemand en France? Quels jeunes s'intéressent à l'amitié franco-allemande et à ce qui se passe en ce moment? Et bien se sont souvent des jeunes venant de familles où les parents s'intéressent à l'Allemagne et l'allemand, où bien des jeunes habitant dans des quartiers où les collèges et lycées proposent l'allemand comme langue vivante (ce qui est de moins en moins le cas), j'irai jusqu'à dire que ce sont les jeunes élites. Ne serait-il pas important de viser les jeunes des quartiers populaire ou difficile pour des échanges avec l'Allemagne? De les faire s'intéresser à leur voisin? (un projet qui va dans mon sens: Clichy rencontre Neukölln)

- L'Europe, c'est mon avenir, si les gouvernements s'engagent pour démocratiser l'accès aux études supérieures et réduire l'esprit élitiste qui peut y régner. Cela passe également par une répartition juste des ressources consacrées à l'éducation, afin de pallier les manques subis par les élèves dans certains milieux sociaux.

35 / 60

- **La lecture, part de la diversité culturelle**

J'imagine qu'on pourrait réaliser, par exemple, une coopération comparable à celle réalisée entre le Frankfurter Allgemeine Zeitung /Süddeutsche Zeitung et le New York Times : c'est à dire une partie de l'édition publiée dans la langue originale. En suivant cette idée, on trouverait par exemple dans le SZ un annexe du Monde et dans le FAZ un annexe du Figaro et vis versa. Cette double publication serait une bonne manière de donner accès à l'actualité de chacun des pays, et cela dans le but de pouvoir renforcer l'entendement et le savoir politique et culturel de l'un sur l'autre.

- **Films en VO**

Montrer de plus en plus les films en version original avec des sous-titres (moins cher, sensibilisation aux langues). Dans les chaînes nationales devraient donner la possibilité de voir des programmes en version originale.

- **Diversité culturelle au lieu d'unité culturelle**

Selon moi, la force de l'Europe n'est pas son unité politique, géographique ou institutionnelle, mais bien plus sa diversité culturelle. Pour une société ou une nation, il n'y a rien de plus enrichissant que l'échange culturel ou la comparaison avec un homologue. En Europe, nous avons la possibilité d'apprendre de pays étrangers plus ou moins différents du nôtre. Cette possibilité de découvrir de nouvelles choses, d'élargir ses horizons, mais aussi d'apprendre à mieux connaître et apprécier nos propres racines culturelles, sont pour moi les bases d'une Europe unie dans la paix. Pour que cela puisse demeurer comme tel, je souhaite que l'on soutienne plus activement l'organisation de manifestations culturelles internationales. Celui qui souhaite l'unité culturelle de l'Europe n'a rien compris à l'Europe !

- L'Ofaj a déjà commencé à élargir sa coopération franco-allemande à d'autres pays voisins. Cependant, je trouve dommage qu'il n'y ait pas d'autre office pour soutenir les échanges et le dialogue interculturels. Je fais particulièrement référence à un certain nombre de pays d'Europe de l'Est et à certains nouveaux Etats récemment entrés dans l'UE, dans lesquels on peut bien voir que les possibilités pour soutenir l'aspect interculturel sont encore très fermées. La coopération franco-allemande devrait être un exemple, un modèle pour d'autres coopérations bilatérales et multilatérales futures.

- **Particularités et identité européenne**

Préserver les particularités nationales et régionales, tout en développant une identité européenne transmise dès l'école par l'apprentissage des symboles de l'UE (hymne, devise, ...) et par la célébration de fêtes communes (avec des festivités de la même envergure que le 14 juillet ou le 3 octobre, qui construisent un sentiment d'appartenance nationale).

36 / 60

- On pourrait mettre en valeur la journée de l'Europe (9 Mai) et on pourrait la fêter tous ensemble entre pays européens.

- **Répartition plus juste des ressources consacrées à l'éducation**

L'Europe, c'est mon avenir, si les gouvernements s'engagent pour démocratiser l'accès aux études supérieures et réduire l'esprit élitiste qui peut y régner. Cela passe également par une répartition juste des ressources consacrées à l'éducation, afin de pallier les manques subis par les élèves dans certains milieux sociaux.

- **Lutte contre les discriminations et égalité des droits**

L'Europe c'est mon avenir si le couple franco-allemand intensifie la lutte contre les discriminations et assure à l'ensemble de ses citoyens, quelques soit leur origines, une égalité des droits, bien au-delà de la simple égalité des chances.

- Je suis d'accord ! Il faudrait que tous ceux qui habitent en France (y compris les demandeurs d'asile), mais surtout ceux qui respectent les droits de l'homme, soient traités justement. À voir absolument: le film « Welcome » de Philippe Loiret

- **Séjour prolongé à l'étranger pour enseignants de langues**

Les enseignants de langues devraient tous faire un séjour prolongé dans les pays dont ils vont enseigner la langue pour améliorer l'enseignement linguistique et la partie culturelle !

- **Un office international pour la jeunesse**

Parallèlement à l'OFAJ, créer un Office Européen ou International pour la Jeunesse.

- **L'OFAJ comme modèle ?**

Le principe de l'OFAJ devrait servir de modèle de base à développer dans d'autres pays. Par exemple, il n'existe pas d'échange politique entre les différents pays des Balkans. Les habitants des Balkans ont des langues maternelles différentes mais se comprennent entre-eux. Pour eux, la langue constitue un aspect de leur identité. Ils n'y a pas de projets réalisés entre ces pays, à part ceux de l'OFAJ. Un autre cas : celui des pays arabes. Il n'y a pas de projets en commun entre la France et les états arabes. Ce n'est pas là une question de langue ni de culture, mais plutôt de se demander si un pays parle de sa responsabilité dans les conflits. Un programme d'échange entre jeunes serait à réaliser au profit de l'entente des peuples.

- **Mettre en place un « bureau international » aux écoles**

Si l'Europe doit être notre futur, alors les plus de jeunes possibles devront avoir accumulé des expériences dans d'autres pays. Je propose donc l'établissement d'un « bureau international » (un professeur responsable) dans chaque école. Ce professeur passionné par l'Europe devrait informer les élèves sur les services volontaires et les programmes de mobilité. Il ou elle pourrait en outre rester en contact avec les anciens élèves ayant déjà participé à de tels programmes et les inviter à l'école afin de participer à des réunions d'informations.

- **Les volontaires comme relais**

A l'université (en tout cas en Allemagne) il est obligatoire de rendre un compte-rendu de son expérience à l'étranger après avoir réalisé un semestre Erasmus. En revanche, ceux qui réalisent un service volontaire européen, un service civique ou participent à d'autres programmes de ce type, ne communiquent que très rarement leur expérience. Ça doit changer ! C'est pourquoi je plaide pour que les volontaires soient obligés d'écrire un rapport sur leur expérience. Par ailleurs, on devrait parallèlement leur donner la possibilité de partager leur expérience dans les écoles.

- **Réfugiés dans l'UE**

L'Europe est mon avenir si les droits de l'homme applicables en Europe sont valables pour les réfugiés issus d'autres pays et non pas seulement pour les Européens. Depuis déjà un certain nombre d'années, des pays comme la Grèce sont confrontés à des flux de réfugiés de plus en plus conséquents et se retrouvent - aussi dans la crise actuelle - envahis par la situation. Les nouveaux projets de lois qui touchent ce sujet, comme les débats actuels dont on entend parler sur les directives d'intégration par exemple, sont presque embarrassants. On ne devrait pas laisser ces Etats européens dont il est question seuls face à une telle situation, mais au contraire, essayer de trouver une solution humaine commune à laquelle tout Etat européen puisse prendre part. Je suis contente de l'ouverture des frontières, de la tolérance et de la monnaie commune, de toutes ces choses qui nous relient, nous, Européens. Cependant jusqu'où vont nos frontières? Cela reste encore une chose à méditer.

- **Echanges sportifs**

On pourrait mettre en place des programmes d'échange commun entre associations sportives de villes partenaires

- **Parler du franco-allemand dans les établissements scolaires**

L'Europe est mon avenir, si on investit les établissements scolaires pour sensibiliser au franco-allemand. Je pense que les collégiens et lycéens doivent être mieux informés sur ce domaine ainsi que sur l'OFAJ.

38 / 60

- **Favoriser les échanges bi-nationaux pour créer un maillage d'amitiés entre tous les Etats**

Je pense que chaque pays/culture devrait créer une organisation de représentation culturelle et linguistique à implanter dans tous les Etats membres de l'Union Européenne. Ces organisations auraient comme vocation la promotion de la langue et de la culture du pays en question et le développement de liens amicaux bilatéraux. Des liens d'amitiés bilatéraux naîtraient ainsi et il est à espérer qu'ainsi, chaque pays soit lié par ses citoyens à chacun des Etats membres de l'UE. Je pense que c'est une bonne manière de développer le sentiment d'appartenance à l'Europe.

- **Cours de langues comme relais culturel**

Des cours de langues qui intègrent l'apprentissage de la culture et pas seulement pour les élites mais pour tous !

- **Généralisation des échanges pour tous**

Généralisation des échanges pour tous avec un accompagnement pédagogique avec aussi un apprentissage précoce des langues !

- Rendre obligatoire une semaine à l'étranger pour les collégiens et les lycéens.

- **Un fonds européen pour l'échange des jeunes**

Créer un fonds européen pour l'échange des jeunes !

- **Eramus pour tous**

Erasmus européen pour tous dès 2014/ nécessité pour les privilégiés et les enseignants de diffuser cette info !

- **Créer des jumelages triangulaires**

Créer des jumelages triangulaires pour ouvrir des échanges à d'autres pays !

- **Développer un Office pour la jeunesse dans les Balkans**

L'OFAJ est un modèle pour la réconciliation entre les régions en conflit. Vu du Kosovo, le dialogue entre les voisins que sont la France et l'Allemagne est un exemple. Les balkans doivent prendre l'OFAJ en exemple. L'OFAJ devrait promouvoir ce modèle dans un plus grand nombre de régions. Il pourrait ainsi y avoir un office similaire entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine.

- **Dimension trinationale plus forte des programmes de l'OFAJ**

Il faudrait ouvrir les programmes de l'OFAJ à un plus grand nombre de participants de pays tiers afin de renforcer sa dimension transnationale (avec l'Afrique par ex.).

39 / 60

- **Développer les sciences de l'Europe**

Créer un enseignement indépendant appelé « Sciences de l'Europe ».

- **Convergence entre religions et identité culturelle**

Pour construire une identité culturelle, il faut qu'on trouve et qu'on travaille sur les points communs entre les religions.

- **Faciliter les rencontres entre jeunes européens et jeunes des pays tiers**

Permettre aux jeunes de pays tiers d'obtenir des visas pour participer à des événements européens comme le Forum de Jeunes de l'OFAJ serait un geste en faveur de la diversité culturelle.

- **Dialogue avec les pays méditerranéens**

Renforcer et développer la communication et le dialogue avec les pays méditerranéens.

- **Impliquer les jeunes dans les comités de jumelage dès la fac**

Instaurer des unités d'enseignement libres à la fac dans le cadre desquelles il serait possible de s'impliquer dans des associations. Cet engagement serait vérifié par des éducateurs et un dossier remis à l'université. Pourquoi ne pas profiter de ce dispositif des UE libres pour proposer aux jeunes de se s'engager dans les comités de jumelages? Organisation d'une manifestation, d'un échange... action concrète et rôle réel du jeune. A raison de 2 ou 3h par semaine. Expérience interculturelle valorisante pour le CV et personnellement enrichissante qui permettrait aussi de sortir de l'aspect très théorique des études universitaires.

- Les comités de jumelage devraient prendre en charge les frais des formations franco-allemandes pour qu'elles deviennent gratuites. Cela permettrait de faire de la publicité pour les formations, qui accueilleraient donc plus de jeunes et pourraient ainsi leur proposer plus d'activités.

- **Carte d'identité européenne**

Il faut mettre en place une carte d'identité commune à tous les ressortissants de pays de l'UE.

- **Accès à Euronews pour tous**

Il faut rendre la chaîne d'information en continu Euronews accessible à tous.

- **Livret de citoyenneté**

Créer un livret que tout le monde recevrait obligatoirement avec les infos et phrases de base sur les pays de l'UE pour diminuer la peur de l'étranger.

40 / 60

- **Enseigner l'histoire européenne dès l'école**

Un enseignement de l'histoire européenne généralisé et pour tous les écoliers d'Europe.

- **Développer les jumelages avec la Tunisie**

Il faut renforcer les jumelages entre des villes européennes et tunisiennes.

- **La diversité culturelle par le foot**

Mettre en place une league des champions junior.

- **Placer le sport au coeur d'Erasmus**

Promouvoir le sport à l'université dans les échanges comme Erasmus en tant que vecteur culturel.

- **Candidatures communes aux JO et championnats**

Développer les candidatures communes de pays européens lors de grand événements sportifs.

- **Donner envie d'apprendre les langues étrangères**

Mettre en place des actions qui (re)donnent envie (multiplication d'assistants de langue étrangères ds les écoles, services publics, volontariat, échanges de fonctionnaires) à apprendre les langues étrangères, échange de bonne pratique, jumelages des lycées.

- **Barcamp sur l'UPM**

Organiser un BarCamp sur l'Union pour la méditerranée.

Thème: Economie

- **Agir contre le dumping. Pour une harmonisation fiscale, sociale et environnementale**

Mon avenir c'est l'Europe si le couple franco-allemand agit contre le dumping entre travailleurs, via une harmonisation fiscale au niveau européen. Elle pourrait être mise en place dans le cadre d'une procédure de « coopération renforcée » au sein de l'UE et pourrait prendre la forme d'un Serpent Fiscal Européen (SFE) et d'une lutte commune contre les paradis fiscaux. Le SFE consiste en la mise en place d'un taux d'imposition plancher (en dessous duquel on ne peut descendre) pour les impôts directs et progressifs tels que l'impôt sur le revenu, et d'un taux plafond (au-dessus duquel on ne peut monter) pour les impôts indirects et proportionnels (injustes socialement) tels que la TVA.

- Il faudrait améliorer la sécurité sociale pour qu'elle soit accessible à tous, même les personnes en situation irrégulière.

- Il s'agit de ne pas céder aux grands conglomérats industriels qui tentent de faire planer la menace de manque de main d'œuvre et de semer la panique alors qu'il ne s'agit que de faire baisser des salaires déjà trop bas !

- Pour une harmonisation fiscale ! Je suis bien d'accord sur le fait que la convergence des systèmes fiscaux européens est la clef de nombreux problèmes actuels. La mauvaise concurrence actuelle qu'il peut y avoir entre les entreprises européennes du fait de coûts du travail (et aussi de charges) très différents n'en est qu'un exemple. Une des conséquences positive de cette harmonisation fiscale et notamment si l'on agit en terme de charges sur les entreprises serait un « effet concurrence » entre nos entreprises européennes c'est à dire une certaine émulation entre nos entreprises, les poussant à innover et non plus un effet dévastateur, celui que l'on connaît actuellement, d'une lutte au niveau des prix (et donc des coûts) qui pousse bien souvent à la délocalisation de nos emplois européens.

- Une Europe sociale est nécessaire pour notre avenir si nous voulons vivre ensemble. Une harmonisation des mesures sociales ainsi que des salaires de chaque profession serait bénéfique pour la baisse des inégalités sociales et professionnelles entre chaque État et faciliterait également les échanges de travailleurs au sein de l'Europe.

- Pour davantage de coopération entre nos deux pays et moins de compétition et de course à la compétitivité. Il faut en finir avec cette « race to the bottom » au niveau européen !

42 / 60

- La convergence des systèmes de taxes sur les entreprises, à commencer par ceux de l'Allemagne et de la France est nécessaire à la compétitivité, à l'emploi et à l'innovation de toute l'Union Européenne. Cela permettrait d'éviter un dumping fiscal actuellement très préjudiciable aux pays qui subissent des délocalisations « en cascade », comme pour les entreprises qui se voient obligées de travailler leur compétitivité-prix au détriment de leur compétitivité hors-prix (pourtant facteur d'innovation et d'emploi). Cela rejoint le projet plus ambitieux, à conduire à long terme certes, mais à ne jamais perdre de vue, celui de la convergence fiscale et économique « pure » dans l'Union Européenne, c'est à dire une convergence en termes d'imposition sur les ménages et sur les entreprises, de revenus.

- Nous voudrions mettre en place progressivement l'uniformisation fiscale européenne sur les entreprises, celle-ci étant soumise à un calendrier précis. Il s'agirait de mettre en place un serpent fiscal européen dans la zone euro, flexible, souple (une fourchette large au départ) allant à terme vers l'uniformisation fiscale. La mise en place de cette réforme devra être débattue et décidée par les législateurs européens. Les Etats resteraient maîtres de leur politique fiscale sur les entreprises mais devraient se soumettre à cette règle européenne. Finalités du projet: lutte contre le dumping fiscal, politique commune d'innovation et d'investissement.

- **Une carte de réduction commune pour les trains**

L'Europe est mon avenir, si la SNCF et la DB développent une carte de réduction commune, valable dans les deux pays. Cette idée a bien entendu pour vocation de se développer au niveau européen dans un second temps.

- L'Europe est mon avenir, si l'offre d'entreprises comme Alleo, qui proposent des connexions internationales entre la France et l'Allemagne, était élargie à toutes les destinations ! Ceci dans le but de simplifier l'achat de billets de train lorsque nous nous rendons en France pour les Allemands et en Allemagne pour les Français.

- Approfondissement du partenariat entre la SNCF et la DB sur la modèle EADS.

- **Des comptes bancaires européens**

L'Europe est mon avenir, si mes comptes bancaires sont européens, afin de ne pas avoir à en changer à chaque fois que l'on déménage à l'étranger. Je voudrais qu'ils soient reconnus dans tous les pays (et d'abord en France et en Allemagne) afin de pouvoir s'inscrire à l'université et payer son loyer à l'étranger sans problème, et que l'on puisse sans frais et de manière illimitée retirer de l'argent partout en Europe.

- **Adopter un plan de transition écologique de l'économie.**

L'avenir c'est l'Europe si le couple franco-allemand agit pour la mise en place d'un plan européen pour la transition écologique de l'économie. Dans le cadre d'une procédure de coopération renforcée au sein de l'UE, nos deux pays pourraient encourager la Recherche et Développement dans les technologies « vertes » et aider parallèlement à la reconversion de secteurs industriels en crise (automobile, acier...). Concernant la transition énergétique, la Banque Européenne d'Investissement ou une Banque Centrale Européenne aux statuts modifiés pourrait financer des projets de développement des énergies renouvelables et d'économies d'énergies (notamment dans le secteur du bâtiment).

- **Lutte commune contre les paradis fiscaux**

L'Europe c'est mon avenir si le couple franco-allemand agit au-delà d'une harmonisation fiscale de concert dans la lutte contre les paradis fiscaux. Il s'agirait d'imposer à nos FMN un « reporting » pays par pays de leur activités, de mettre fin aux sociétés écrans, et de renforcer la coopération entre nos administrations fiscales. Ces dernières devraient aussi voir leurs moyens financiers, juridiques et humains renforcés. La France et l'Allemagne pourraient aussi plaider pour la création d'une organisation fiscale internationale sous l'égide de l'ONU.

- **Agir pour un « juste » échange mondial.**

L'avenir c'est l'Europe, si le couple franco-allemand agit en faveur d'un juste échange au niveau mondial (et notamment dans le cadre de l'OMC). Là aussi pour lutter contre le dumping entre travailleurs, il s'agirait de freiner/taxer les importations extra-européennes qui ne respecteraient pas les normes de droit du travail définies par le Bureau International du Travail (BIT) et les normes environnementales les plus basiques.

- L'Allemagne et la France en particulier, mais aussi les pays européens qui ont développé des mesures de protection du travail et des programmes sociaux, devraient se sentir investis d'une responsabilité envers les pays européens qui n'ont pas encore développé de tels standards. Ils devraient pouvoir se présenter en tant que modèle afin d'encourager le développement de standards de protection sociale et de protection de l'emploi.

- Les subventions agricoles de la politique économique européenne actuelle détruisent la production et le développement dans les pays voisins et ne promeuvent en aucun cas une concurrence et la mise en place de normes plus équitables. L'Europe devrait, selon moi, développer plus de directives pour les entreprises européennes et garder un contrôle plus large concernant les lieux et circonstances de production des produits. Pour ces entreprises, on pourrait concevoir une certification européenne. Cela pourrait aussi être un élément de marketing pour pouvoir assurer une production durable, un peu comme le logo

du commerce équitable, mais conçu dans un contexte européen. De cette manière, il serait possible d'établir des normes et des standards durables.

- **Fédéralisme: le chemin vers la sortie de crise**

Je trouve important de débattre de l'idée, exprimée très clairement par Jacques Attali : « Sans fédéralisme, c'est la fin de l'Euro ». L'approche selon laquelle l'union monétaire aurait été prématurée est, dans la réflexion de Jacques Attali sous-jacente. En effet, sans une organisation fédérale de l'UE, l'union monétaire ne peut, en soit, fonctionner. L'unique porte de sortie de la crise -sans alternative possible pour Attali- passerait donc par la mise en place du fédéralisme. Ce qui permettrait, dans un même temps, de mener jusqu'au bout l'idée des pères fondateurs de l'Europe.

- Je pense que l'Europe fédérale est inévitable à l'avenir ! Cependant, je suis convaincu qu'elle n'est pas réalisable actuellement. La souvent discutée, crise de l'euro aurait pu constituer un moment clés, où les membres de l'UE auraient pu avoir tendance à se rapprocher structurellement les uns des autres, dans un mouvement de fédéralisation. Cependant, je pense que beaucoup de gouvernement et de citoyens ne sont pas encore prêt à laisser leur pouvoir et responsabilité national dans les mains de l'Europe afin de se diriger vers une organisation plus supranationale. Afin de ne pas perdre cette réalité de vue, l'Europe fédérale devrait se penser sur le long terme et se construire pas à pas.

- **Réforme commune du système bancaire**

L'Europe c'est mon avenir si le couple franco-allemand agit pour une réforme d'envergure du système bancaire. Il s'agirait d'exiger la séparation des activités de dépôts et d'investissement (Glass-Steagall Act franco-allemand voire européen) et de demander aux grandes banques d'augmenter leur fonds propres et de coopérer activement à la lutte contre les paradis fiscaux. Enfin nos deux pays pourraient aussi inciter au développement du secteur des « banques coopératives et solidaires » finançant l'économie sociale et solidaire.

- **Meilleure compatibilité entre vie professionnelle et familiale**

Nous devrions prendre exemple sur la France, socialement et politiquement, afin que le potentiel des femmes (et d'hommes) ayant une bonne formation professionnelle et étant dans le même temps mère (ou père) de famille soit mieux utilisé. La question de la compatibilité entre la vie professionnelle et familiale est discutée depuis des années en Allemagne, et ce particulièrement dans le cas des femmes. Le gouvernement a lancé différents programmes (allocation pour la garde, pourcentage minimum de femmes au sein des entreprises et administrations...). Pourtant, le fait est que le taux de natalité baisse en Allemagne. On entend en revanche le contraire de la France. Les Françaises sont pour une grande part femmes actives et mères à la fois. Les raisons invoquées sont, d'une part que les femmes actives en France sont moins vite vues

45 / 60

comme étant de « mauvaise mère » et que d'autre part les possibilités de garde sont plus flexibles.

- Afin que les naissances augmentent en Allemagne, outre la disponibilité d'options de prise en charge, la mise en place d'avantages fiscaux pour les familles devrait être envisagée. De nos jours, pour de nombreuses familles, il est moins cher de ne pas avoir d'enfants et ainsi ne pas subir « d'effet de revenu négatif » (selon KAS ; politique familiale et garderie - France premier de la classe ?). En effet, les familles ne sont pas forcément considérées comme une catégorie à part entière dans le système fiscal. Des motivations, principalement financières, doivent donc être trouvées afin de faire remonter le taux de natalité.

- **Développer les « Semesterticket » transfrontaliers**

« Semesterticket » en France ou au moins pour les régions frontalières.

- On peut aller plus loin et proposer des Europaticket sur le modèle des « Regionalticket » en Allemagne.

- **Une carte bancaire utilisable dans tous les magasins en Europe**

L'Europe est mon avenir, si une carte bancaire est utilisable partout, dans tous les magasins en Europe (elle n'est malheureusement que peu utilisable en Allemagne, les Allemands préférant la fameuse EC-Karte par exemple...).

- **Politique économique commune comme voie de sortie de crise**

Aucun autre sujet n'est aussi présent dans la presse européenne que celui de la si bien nommée crise européenne. Tous les jours, on peut lire les avancées et reculs plus ou moins grands de cette crise. Ma proposition est d'assurer la stabilité de l'UE par le biais d'une politique économique plus harmonisée et plus commune. Cela signifie donc qu'il y aurait des taxes communes aussi bien pour les entreprises que pour les personnes privées, mais aussi la régulation des salaires des salariés dans différents pays. Une politique économique commune n'est certes pas la solution pour la crise actuelle, mais pourrait tout de même contribuer à remettre les choses à leur place pour pouvoir continuer la route plus facilement !

- **Réforme commune du système financier**

L'Europe c'est mon avenir si le couple franco-allemand agit pour une réforme d'envergure du système financier. Il s'agirait de plaider au niveau de l'UE pour l'interdiction ou la limitation drastique des activités ouvertement spéculatives telles que le « prop trading », pour la création d'une agence de notation publique européenne et pour la mise en place effective d'une taxe sur les transactions financières. D'autre part nos deux pays pourraient inciter au développement du secteur de la « finance responsable » et de la « responsabilité sociale et environnementale » des entreprises.

- **Réforme des statuts de la BCE**

L'Europe c'est mon avenir si le couple franco-allemand agit pour une réforme des statuts de la BCE afin d'assurer un contrôle politique de cette institution et de permettre des politiques de dévaluation compétitive à l'échelle de l'euro zone ou encore de permettre la mise en place de « projets bonds » dans le cadre de la transition écologique de l'économie.

- Une banque centrale doit rester politiquement indépendante (ex: la FED). Une réforme efficace de la BCE passe par un mandat plus large : plus de fonctions comme le rachat légal de la dette (ce qui rend la BCE moins indépendante), un contrôle efficace des banques, une maîtrise du taux de change... bref un contrôle efficace de la monnaie et si possible de la finance (séparation des banques en discussion).

- **« Responsabilité Européenne des Entreprises »**

J'aimerais plaider en faveur de l'introduction d'une « Responsabilité Européenne des Entreprises » sur le principe de la RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises). Ainsi, on veillerait au placement et à la sécurisation du travail franco-allemand, et plus généralement du travail au niveau transnational, au sein des entreprises. Ainsi on aboutirait, avec l'impulsion des gouvernements français et allemands (ou de l'UE), à une meilleure interdépendance de l'économie européenne.

- Une Corporate European Responsibility (CER) (ou « Responsabilité Européenne d'Entreprises »), complétant une Corporate Social Responsibility (ou Responsabilité Sociale d'Entreprises), doit être établie, afin de mettre en lumière la dimension européenne de beaucoup de décisions et processus politiques et par ailleurs d'intégrer d'avantage les entreprises au niveau international. L'Europe en tant qu'espace économique fort et communauté promouvant des valeurs pacifiques, doit être assimilé en tant que tel par les entreprises. Ce, par exemple, à travers l'introduction de bourses Erasmus et de programmes européens de financement supportés par des fondations d'entreprises.

- **Des congés parentaux obligatoires pour les deux parents.**

La grossesse présentant pour les employeurs un risque financier et sociétal, ceux-ci se montrent récalcitrants à l'embauche de salariées. Une prolongation de la période de congé parental pour le père permettrait de rééquilibrer les risques pour l'employeur entre hommes et femmes au moment de l'embauche. Le congé parental est médicalement, physiquement et émotionnellement essentiel, nécessaire au repos de la femme après l'accouchement. Cependant, la longue période de congé parental met souvent une fin prématurée à la carrière de la mère. Par un congé parental obligatoire l'homme sera contraint à trouver des préoccupations familiales dans son foyer. La mesure est donc favorable à

47 / 60

une répartition des tâches ménagères au sein du foyer et à l'épanouissement professionnel et familial.

- **Développement de la coopération ferroviaire franco-allemande**

Aménagement d'une nouvelle connexion TGV/ICE entre les villes allemandes (par ex. Francfort ou Munich) et les gares de la LGV interconnexion Est autour de Paris (par ex. Marne-la-Vallée - Chessy), pour pouvoir rejoindre facilement des villes françaises depuis l'Allemagne. En effet, depuis Marne-la-Vallée - Chessy on peut rejoindre, grâce à une liaison TGV direct, beaucoup de grandes villes françaises (par ex. Lille, Rennes, Nantes, Bordeaux etc.).

- **Renforcement de la compétitivité de l'économie française**

Diminution des charges salariales en France, qui étaient de presque 50% sur le salaire brut en 2011, par ex. pas d'augmentation des cotisations pour la retraite en cas d'augmentation concomitante de l'âge de départ à la retraite.

- **Une réglementation européenne pour les stages**

Plus de régulation européenne au niveau des stages afin d'être rémunéré et pouvoir vivre sa mobilité ailleurs que dans une université.

- **Un label européen**

Il faut mettre un label européen indiquant le coût énergétique des produits. Les gens doivent être mieux éduqués et informés. Il faut plus de règles et imposer aux Etats de tenir leurs promesses.

- **Créer une carte de réduction Euromed**

Créer une carte de réduction commune à toute l'Europe et le Maghreb pour les trains avec des accords avec les ferrys (visas spécifiques à développer pour l'occasion).

- **Forfait téléphonie franco-allemand**

Faire un forfait franco-allemand avec internet illimité et les memes prix en France et en Allemagne.

- **Plus d'investissements européens**

Il faut des investissements européens et notamment français et allemands en Tunisie pour que l'économie se relève et le taux de chômage baisse.

Thème: Medias

- **Promouvoir un dialogue régulier entre les jeunes journalistes**

Nous ne devrions pas attendre encore 50 ans pour un rapprochement des jeunes journalistes qui s'intéressent à la politique de sécurité. Un dialogue permanent doit être encouragé et cela pas uniquement à l'occasion du jubilé du Traité de l'Élysée. C'est seulement à cette condition, que moi et mes collègues du secteur des médias pourront, en tant que support d'information, remplir pleinement notre devoir. Nous voulons refléter des faits actuels, fiables et objectifs. C'est grâce à notre travail assidu que les générations de jeunes Allemands, tout comme celles de jeunes Français, auront la possibilité de comprendre les raisons pour lesquelles nous vivons en paix depuis si longtemps et les moyens dont nous disposons afin de prévenir notre continent d'un nouveau conflit armé.

- **Journées d'information sur la politique de sécurité pour les journalistes**

Pour les jeunes journalistes allemands comme moi, la place de la liberté de la presse en Europe est un pilier important de notre société démocratique. Compte tenu de la politique de sécurité internationale actuelle, qu'on pourrait qualifier de sensible, les relations franco-allemandes sont elles aussi particulièrement essentielles. L'aspect qui devrait cependant être mis plus en avant, est celui de l'uniformisation du transfert d'information émanant de cette coopération. Des séminaires de coopération, comme ceux organisés par le Bundesakademie für Sicherheitspolitik, ainsi que par l'Institut des hautes études de défense nationale devraient avoir lieu régulièrement. Un échange mutuel ne peut être assuré que si ces réunions n'interviennent plus uniquement comme petit supplément dans le cadre d'un grand événement bilatérale.

- **Agence de presse européenne**

L'Europe est mon avenir s'il existe une agence de presse européenne. Pour une meilleure information sur les sujets institutionnels, économiques, sociaux et environnementaux.

- **Protection des données**

L'Europe c'est mon avenir, si j'ai le contrôle sur les données récoltées au travers de mon utilisation des médias (tel qu'internet) mais aussi sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être utilisées.

49 / 60

- **Un journal pour les écoliers européens**

Il devrait y avoir un journal pour les écoliers européens, qui serait traduit dans toutes les langues et serait distribué dans toutes les écoles.

- **Plus de programmes TV sur les pays voisins sur les chaînes du service public**

Même si il y a déjà des programmes TV intéressants sur les pays voisins, ces derniers sont uniquement diffusés sur des chaînes de télévision spécialisées comme ARTE ou à des horaires inadaptés durant l'après-midi ou très tard le soir. Les émetteurs de radios et de télévisions du service public devraient être tenus de promouvoir ces programmes.

- **Bannissez la synchronisation audio et développez l'offre des programmes de cinéma**

La France nous le montre bien: tous les films sont diffusés en version originale sous-titrée, ce qui est beaucoup moins fréquent en Allemagne. De plus, la plupart des versions synchronisées en Allemand sont un désastre. Promouvez les cinémas d'art et d'essai et diffusez les films conçus comme les réalisateurs les ont pensés ! Nous en avons assez des films pop-cornisés à la Hollywood.

- **L'éducation aux médias pour les enfants**

Comme les enfants n'ont pas encore un esprit critique prononcé et que leur capacité à naviguer dans la société de l'information est réduite, ils ont besoin d'être soutenus et conseillés afin de faire face à l'internet. Cette tâche doit être intensivement assumée par les écoles primaires.

- **La télévision au service de l'Europe**

La plus grande inquiétude que l'on puisse avoir concernant l'avenir de l'Europe aujourd'hui est le manque d'information et de culture générale sur les pays européens. L'Europe, c'est mon avenir si je peux la découvrir ou en améliorer mes connaissances simplement en regardant la télévision, confortablement installée dans un canapé, même si cela n'est qu'une étape intermédiaire : elle doit faire découvrir pour donner envie, mais rien ne vaut l'expérience personnelle, la découverte d'un pays de se fait pas seulement à travers un écran ! Ce qui devrait être envisagé par nos dirigeants politiques, c'est une chaîne inspirée d'Arte, mais à une échelle « encore plus européenne » : Arte a déjà cette vocation européenne, mais la chaîne ici envisagée serait gérée par l'ensemble des pays européens.

- Nous disposons déjà des structures: ARTE, Euronews - Le secteur des médias européens a déjà bien été mis en place. Nous devons cependant le moderniser. ARTE a fait les premiers pas: de nouveaux programmes tels que «

50 / 60

About:Kate », « Personne de bouge » / « Abgedreht », sont un bon début. Continuez de développer la prestation d'ARTE pour la diffusion de programmes au niveau de toute l'Europe et modernisez Euronews. Nous sommes pour une télévision moderne et européenne.

- **Formation internet pour les personnes âgées**

L'Europe, c'est mon avenir, si l'internet devient un média intergénérationnel. Pour l'instant, les jeunes sont les principaux acteurs des discussions sur le net. De ce fait, on perd des expériences et opinions qui pourraient, pour beaucoup de discussions, être très intéressantes. Avec des cours et des services d'information on pourrait remédier à cette situation et permettre dans le même temps aux personnes âgées de mieux comprendre la réalité de la vie des jeunes.

- **Encadrer la publicité dans l'espace public**

L'Europe c'est mon avenir si la publicité reste encadrée. Certaines pratiques publicitaires retranscrivent des valeurs telles que la surconsommation/gaspillage/immédiateté mais aussi l'apparence et l'individualisme. Un encadrement passe par une directive européenne pour la diminution des formats et de la densité de l'affichage publicitaire dans l'espace public (et notamment dans les transports en commun).

- **Créer une chaîne de télévision généraliste européenne**

L'Europe est mon avenir, si tous les européens ont la possibilité d'avoir un socle d'information et de divertissement commun. Il faut créer une chaîne européenne de télévision, par le biais éventuellement de l'Union européenne de radio-télévision. L'information existe déjà avec Euronews. Elle serait valorisée et complétée par une partie divertissement. L'ensemble des contenus de divertissement serait en version originale sous-titrée. Cette chaîne aurait pour mission de promouvoir des contenus européens et d'attirer le plus de spectateurs possibles. Pourquoi ne pas subventionner le cinéma européen via cette chaîne pour lutter contre l'hégémonie américaine?

- **Transformer l'Eurovision en une télé-réalité musicale européenne**

L'Europe, c'est mon avenir, si l'on transforme l'Eurovision en une télé-réalité musicale européenne.

- **Apprendre les bases du langage informatique pour mieux appréhender Internet**

Afin de mieux appréhender le medium qu'est internet il faudrait former, à partir du collège, (en cours de technologie par exemple) les enfants au langage informatique (HTML) afin qu'ils puissent mieux appréhender internet et en comprendre le fonctionnement. Ne pas être seulement consommateur du média mais aussi et surtout acteur de celui-ci !

51 / 60

- **Emissions politiques et culturelles aux heures de grande écoute !**
L'Europe c'est mon avenir, si l'on promeut les émissions politiques et culturelles
aux heures de grande écoute !

Thème: Famille

- **Politique familiale européenne**

L'Europe, c'est mon avenir, si les pays européens harmonisent leurs politiques familiales. En France par exemple, les possibilités de garde d'enfants sont plus nombreuses et moins onéreuses que dans certains autres pays, ce qui permet à la plupart des mères de famille de travailler. Certains autres pays devraient s'en inspirer afin de permettre aux femmes de concilier vie de famille et vie professionnelle plus facilement.

- **L'égalité des chances entre les hommes et les femmes**

L'Europe c'est mon avenir, si les hommes et les femmes n'ont pas seulement en théorie mais bien en pratique les mêmes possibilités d'allier famille et travail.

- **Ne plus aider uniquement les familles traditionnelles**

Parallèlement aux familles dites traditionnelle, il existe aujourd'hui une diversité d'autres formes de structure familiale (parent célibataire, couple homosexuelle, couple en union libre...). Toutefois, dans de nombreux pays, les prestations familiales sont réservées seulement aux familles traditionnelles. En Allemagne, il y a par exemple des avantages fiscaux pour les couples mariés ou bien encore les allocations familiales. En revanche, pour les parents célibataires, il est impossible de bénéficier de ces prestations. Ils sont cependant très souvent ceux qui auraient le plus besoin de ces prestations sociales. L'Etat devrait utiliser ses moyens en faveur de toutes les formes de structure familiale et proposer des programmes d'aide familiale efficaces et ciblés en faveur des personnes le plus dans le besoin de soutien.

- **Promouvoir l'équilibre professionnel et familial**

L'Europe c'est mon avenir, si l'on incite les entreprises à mettre en place des postes permettant d'allier plus facilement vie de famille et vie professionnelle. Cela pourrait se traduire par exemple par la mise en place de postes à mi-temps, ou par des postes « mixtes » alliant télé travail et jours au bureau, afin de permettre aux parents d'allier plus facilement vie de famille et vie professionnelle (par exemple lorsqu'un des enfants est malade, ou si la nounou a un empêchement...).

- **Une maternelle partout en Europe**

L'Europe est mon avenir s'il existe les mêmes prestations d'éveil de l'enfance partout en Europe.

- **Congé paternité de minimum 1 mois pour le père**

L'Europe c'est mon avenir, si le congé paternité est de minimum un mois pour le père. En effet après un accouchement il est important pour la mère de pouvoir se reposer et d'avoir du temps pour elle. Permettre au père de prendre un congé parental d'au moins 1 mois permettrait à la mère de récupérer de son accouchement en toute sérénité.

- **Promouvoir le droit d'être père au foyer !**

L'Europe c'est mon avenir, si être père au foyer n'est plus vu comme marginal au sein de notre société. Dans un souci d'égalité des chances mais aussi d'égalité des droits entre les hommes et les femmes, il est important de promouvoir le droit d'être père au foyer ! Pourquoi ce rôle devrait être uniquement celui des femmes ? Les pères ont également le droit d'être père au foyer sans devoir faire face aux préjugés !

- **Développer les « Mutterzentrum » !**

Il serait intéressant de développer le concept de « Mutterzentrum » existant déjà en Allemagne. En France dans un premier temps et pourquoi pas ensuite en Europe. Les « Mutterzentrum » sont des centres de quartier où les familles peuvent se retrouver afin de monter des projets culturelles, organiser des événements ou tout simplement échanger des trucs et astuces entre parents. C'est un lieu de rencontre entre parents et enfants, d'échange, de discussion mais aussi et surtout de détente. Ce type de centre permettrait d'éviter l'isolement des parents célibataires par exemple ou de développer plus de tolérance face à des couples plus « moderne » tel que les couples homoparentaux !

- **Jeunes réfugiés mineurs non accompagnés**

Il n'est pas acceptable que les jeunes réfugiés mineurs non accompagnés soient hébergés dans des centres collectifs dans certains « Länder » au lieu d'être pris en charge par les services sociaux et d'être placés dans une famille d'accueil. La responsabilité doit incomber aux bureaux de protection de la jeunesse, pas au bureau de l'immigration.

- **Droit à l'adoption pour toutes les familles**

Avant qu'une famille puisse adopter un enfant, elle doit passer beaucoup d'entretiens avec le Jugendamt (office de la jeunesse). L'administration veut être certaine que l'enfant va être pris en charge par une bonne famille mais cette procédure est difficile pour les nouveaux parents. Le fait que les parents soient homme et femme, femme et femme ou homme et homme ne devrait pas être un critère. On devrait s'attacher seulement à savoir s'ils peuvent faire de bons parents. S'ils s'aiment, sont mariés et que le Jugendamt est d'accord, alors l'enfant pourra être heureux chez eux.

54 / 60

- **Lieux de vie intergénérationnels**

Dans les maisons et les immeubles devraient vivre plus de familles, de vieux et de jeunes, afin que tout le monde s'entraide et que le quotidien soit plus vivant.

- **Sensibiliser et informer sur les différentes formes de structures familiales pour plus de tolérance**

L'Europe c'est mon avenir, si l'union européenne met en place des campagnes d'information et de sensibilisation dans les écoles sur les différentes formes de structures familiales. La famille aujourd'hui est un concept qui se décline sous de multiples formes (monoparentale, homoparentale, recomposée...). Il est donc important à mon sens d'informer et de sensibiliser, ce pour plus de tolérance et de respect envers les parents mais aussi et surtout les enfants issus de ces familles.

Développer des « Vaterzentrum » !

Il existe déjà en Allemagne les « Mütterzentrum », mais il faudrait aussi développer les « Vaterzentrum » en Allemagne, en France et en Europe ! Ces « centres pour papa » pourraient être des lieux de rencontre et d'échange entre père, et permettraient de faire évoluer la vision du rôle du père dans notre société.

- **Faciliter les procédures de mariage, d'union entre européens**

L'Europe c'est mon avenir, si les procédures de mariage entre européens sont facilitées. En effet, le mariage franco-allemand peut relever du vrai défi, voir même être un vrai parcours du combattant administratif. Il faut à mon sens faciliter du point de vue administratif l'union entre européens.

Thème: Chômage des jeunes

- **Un pôle emploi européen**

Je voudrais proposer de promouvoir la conceptualisation et la mise en place d'un pôle emploi européen afin d'accélérer et d'élargir la pénétration des demandeurs d'emploi et des travailleurs qualifiés sur le marché du travail. Comme nous le savons, il existe déjà le système EURES (<http://ec.europa.eu/eures/>). Cependant, je pense qu'une plateforme en ligne ne suffit pas. Les 1 417 388 offres d'emploi que l'on trouve actuellement sur EURES devraient être directement portées à l'attention des demandeurs d'emploi. Cela n'est possible, même de nos jours, qu'en étant sur place ou en se rendant directement dans un pôle emploi. Les annonces en ligne ne suffisent pas. Je crains en effet que ces offres d'emploi ne parviennent pas là où il existe un besoin. Cela pourrait être empêché par le biais d'un pôle emploi qui existerait de manière « physique » et non uniquement virtuel.

- Une proposition alternative serait naturellement de préconiser une impulsion de l'Allemagne et de la France, celle-ci prévoyant la mise en place d'un Office franco-allemand du Travail. Le couple franco-allemand pourrait servir d'exemple pour l'ensemble de l'Union européenne. Cette ligne de pensée serait utile, surtout au vu du taux élevé du chômage des jeunes dans le sud de l'Europe.

- Surtout on doit faire connaître une telle agence pour l'emploi physique et virtuelle dans toute l'Europe ! Il est important de réfléchir comment toucher les jeunes, comment une plateforme en ligne comme EURES pourrait-elle aujourd'hui être mieux utilisée par les jeunes ?

- **Apprentissage précoce des langues**

L'Europe est mon avenir s'il n'existe plus un taux de chômage des jeunes si élevé en Europe ! En particulier, dans certains pays d'Europe du Sud qui en sont particulièrement affectés. Ma suggestion serait un apprentissage des langues très tôt, car les compétences linguistiques sont la base de la mobilité et donc la clé pour trouver un emploi dans un autre pays. Par conséquent, il est très important de renforcer l'apprentissage d'autres langues à l'école, les programmes d'échange (ex : le programme Voltaire de l'OFAJ) ainsi que de promouvoir plus fortement la mobilité des étudiants incluant des cours de langue (ex : Erasmus). Par ailleurs, il faudrait renforcer la prise de conscience chez les jeunes étudiants mais également dès l'école primaire (en particulier dans des pays comme la France, l'Angleterre, l'Espagne, etc.) de l'importance pour leur carrière plus tard de maîtriser plusieurs langues.

- **Oeuvrer pour la diversité**

L'Europe est mon avenir si les employeurs n'ont pas peur d'avoir des employés originaires d'autres pays en Europe. Une étude de McKinsey a d'ailleurs montré que les entreprises ayant les membres du comité exécutif aux origines les plus diverses ont une rentabilité des capitaux propres 50% supérieure aux autres. Un travail d'information doit être réalisé à ce niveau pour que les employeurs ne perçoivent pas seulement les risques d'employer des étrangers mais aussi les opportunités.

- **Des conditions d'insertion justes pour les jeunes diplômés**

Il faudrait réussir à établir dans toute l'Europe ou au moins entre la France et l'Allemagne, des standards pour les postes de stagiaire et de trainee. Bien souvent, ces postes sont mal, voire dans certains cas pas du tout rémunérés. Les objectifs d'apprentissages restent bien souvent flous. Ici, nous pourrions imaginer que les entreprises et institutions qui offriraient des stages équitables reçoivent une note positive et qu'elles soient honorées et reconnues par le biais d'un « indice des stagiaires ». Dans tous les cas, le travail est un paramètre très important pour la construction identitaire des jeunes. Le potentiel des jeunes générations devrait être mis à profit !

- **Mesures afin de réduire le taux de chômage des jeunes en Europe
III**

Les pivots les plus importants sont probablement l'éducation et la formation. Plus précisément, il serait utile d'introduire en France un système d'éducation à deux vitesses sur le modèle allemand. Afin de contrer le constat actuel des choses : de nombreux bacheliers étudient à l'université, mais plus tard, lorsqu'ils sont diplômés ne trouvent pas d'emploi.

- **Mieux partager les temps de travail.**

L'Europe c'est mon avenir, si nos entreprises font davantage de place aux jeunes. Tandis que les chômeurs font 0 heures par semaine et que de plus en plus de personnes sont embauchées à temps partiel, les salariés en CDI travaillent souvent beaucoup plus que 35 heures par semaine. Il faudrait revoir ce partage inégal, au mieux au niveau européen, avec l'instauration d'une « semaine des 4 jours à la carte » ou des congés sabbatiques d'1 an tout les 10 ans ou de 6 mois tout les 5 ans pour les salariés en CDI, tout cela financé par une baisse de cotisations sociales des entreprises. Cela permettrait d'embaucher beaucoup de chômeurs, une priorité pouvant alors être accordées aux jeunes.

- **Mobilité pour tous !**

L'Europe c'est mon avenir, si les programmes de mobilité (ex : Erasmus) sont élargis aux apprentis ! Cela leur permettrait d'être plus mobiles et leur ouvrirait de nouveaux horizons dans leur recherche d'emploi.

- **Plus d'information sur le marché du travail en Europe**

L'Europe, c'est mon avenir, si je peux accéder plus facilement à de l'information sur le marché du travail des pays européens qui m'entourent. L'envie de partir travailler à l'étranger peut être freinée par le manque d'information sur le marché du travail du pays que l'on vise. Il faudrait donc organiser des forums ou des séminaires de présentation des marchés de l'emploi des différents pays européens dans les universités par exemple, où l'on pourrait s'informer sur le pays où l'on souhaite s'expatrier. Ainsi, le pas serait plus facile à sauter et les jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail en France seraient encouragés à tenter leur chance et à réussir professionnellement dans un autre pays d'Europe.

- **Un programme de stage européen pour jeunes diplômés !**

L'Europe c'est mon avenir, si l'union européenne met en place un programme de stage européen pour jeunes diplômés. En France, lorsqu'on suit un cursus universitaire « classique » les chances de cumuler de l'expérience professionnelle sont bien souvent réduites à quelques mois voir à un an maximum. Cependant les jeunes suivants des cursus au sein d'écoles de commerce totalisent généralement entre 2 et 3 ans d'expérience professionnelle (au niveau national et international) à la fin de leur cursus. Développer un programme de stage européen pour jeunes diplômés permettrait aux jeunes issus de cursus universitaires « classique » d'augmenter leur chance d'insertion sur le marché du travail européen en cumulant plus d'expérience professionnelle, mais également plus d'expérience à l'étranger.

- **Promouvoir entreprises avec des programmes d'insertion pour les jeunes diplômés**

Promouvoir les entreprises qui qui développent des programmes d'insertion pour les jeunes diplômés !

- Je pense que c'est un point important de promouvoir les programmes d'insertion des jeunes diplômés dans les entreprises, et ce dans toute l'Europe ! Il existe par exemple le programme « Start Up Europe » d'un concepteur automobile allemand, qui donne la possibilité à de jeunes ingénieurs espagnols de venir en Allemagne, d'y travailler et d'enrichir leur expérience professionnelle. Cet exemple devrait inciter les petites et moyennes entreprises à employer des jeunes diplômés, venant également d'autres pays d'Europe. Des mesures incitatives (ex. Image compétitive) pour les entreprises pourraient être établies

58 / 60

par l'UE afin de créer plus d'emplois pour les jeunes diplômés motivés ayant une expérience internationale.

- **Limite de temps pour stages**

Il est bien sûr inadmissible que des stagiaires remplacent des employés à plein temps, et ce en n'étant quasiment pas payé. Cependant, je pense qu'il sera difficile de mettre en place une limite, sachant que, par exemple dans plusieurs cursus universitaires, la réalisation d'un stage qui dure un semestre entier est prévue. Par ailleurs, quand par exemple le stagiaire travaille sur un projet spécifique et si le stage est payé correctement, je trouve qu'on peut tolérer une période de stage de six mois par exemple. Je pense qu'un stage ne devrait durer généralement pas plus de 6 mois, puis devrait être prolongé par un programme de Trainee ou de Volontariat dans le cas où l'on voudrait garder le stagiaire par exemple.

- **Service civique européen obligatoire**

L'Europe c'est mon avenir si un service civique obligatoire est institué dans tous les pays de l'UE. Ces services civiques pourraient se faire dans le territoire national mais aussi dans les autres pays européens dans les domaines du social, de l'environnement, du culturel... Si ces services civiques permettraient à très court terme de lutter contre le chômage des jeunes, ils permettraient surtout aux jeunes, à plus long terme, de favoriser leur autonomie et de mieux réfléchir à leur orientation professionnelle ou académique.

- **Du Travail !**

L'Europe est mon avenir s'il y a du travail en Europe. Soit l'investissement dans le capital humain doit être encouragé à court-terme. Lorsqu'il s'agit de remplacer une personne sur le départ, trop d'entreprises privilégient la machine à l'ouvrier ou à la caissière ou délocalisent. Il faut alors réduire ou supprimer les salaires minimaux et les taxes portant sur le capital comme en Allemagne. Soit il faut développer rapidement des filières créatrices de valeur et d'emploi. Dans ce cas, il faudrait que les PME industrielles aient un accès au financement, à l'information et au conseil comparable aux grandes entreprises pour les diriger vers l'innovation et la prestation de solutions et attribuer plus de missions de service public à des entreprises sociales et solidaires.

- **Une deuxième chance**

En France, on suit un cursus d'étude sans se rendre compte que souvent les portes sont/seront fermées (pour les jeunes) dans certaines voies. Au bout du compte, on obtient une licence dans le domaine de la culture (c'est un exemple de cas) mais les institutions n'ont pas de postes. Deux possibilités: - que les entreprises nous laissent une deuxième chance (de toute manière, l'expérience s'acquiert sur le terrain et pas vraiment à la Fac) - fermer ces filières qui conduisent au chômage, ou promouvoir plus d'informations sur les débouchés.

59 / 60

Cette proposition est aussi valable pour les études en France, où après un bac L, les écoles ne laissent pas de deuxième chance si on souhaite se réorienter. Je me suis réorientée en Allemagne car en France ce n'était pas possible.

- **Une expérience de travail internationale augmente les possibilités de carrière**

Pour les pays comptant un taux de chômage élevé, il est évidemment important de créer des emplois, cependant si la situation économique de ceux-là ne le permet pas, les gouvernements devraient offrir aux jeunes des solutions alternatives. Une des possibilités serait par exemple de faire de la « publicité » pour l'emploi en Europe, afin d'en montrer et d'en faire connaître les avantages. Une expérience de travail internationale est très enrichissante et si l'on retourne après quelques années dans son pays d'origine, les opportunités de carrière ne s'en trouvent que meilleures. - En plus de cela, il est bien sûr nécessaire que les autres pays ouvrent également leurs frontières et facilitent l'immigration liée au travail. Enfin, il faut ajouter que l'intégration des étrangers doit être facilitée, par exemple par une ouverture d'esprit plus grande de la part de la population.

- **Interdire les stages de plus de trois mois**

Trop d'entreprises confient à des stagiaires des tâches qui pourraient et devraient être effectuées par des employés. Pour limiter ce phénomène, je propose de limiter la durée des stages (au moins ceux qui ne débouchent pas sur une embauche) à trois mois. Cela permettrait de ne pas cannibaliser les emplois par des stages et obligerait les employeurs à se poser la question de l'apprentissage dans le stage afin que le stagiaire soit opérationnel le plus vite possible.

- Sur le principe je suis d'accord: il est bien sûr inadmissible que des stagiaires remplacent des employés à plein temps, et ce en n'étant quasiment pas payé. Cependant, je pense qu'il sera difficile de mettre en place cette limite, sachant que, par exemple dans plusieurs cursus universitaires, la réalisation d'un stage qui dure un semestre entier est prévue. Par ailleurs, quand par exemple le stagiaire travaille sur un projet spécifique et si le stage est payé correctement, je trouve qu'on peut tolérer une période de stage plus longue, six mois par exemple. Je pense qu'un stage ne devrait durer généralement pas plus de 6 mois, puis devrait être prolongé par un programme de Trainee ou de Volontariat dans le cas où l'on voudrait garder le stagiaire par exemple.

- **Statut du stagiaire**

A mon avis des périodes de service civique, mais aussi de stages de plus de six mois devraient être prises en compte dans le calcul des droits sociaux (assu-

60 / 60

rance chômage, retraite), tandis que leur indemnisation devrait être augmentée et mieux encadrée.

- **Arrêter de transformer le travail par de la précarité**

L'Europe est mon avenir s'il existe de la confiance entre employeurs et employés. Il faut lutter contre le recours de plus en plus courant à des contrats précaires en limitant les stages à une durée de 3 mois et en valorisant les CDD par l'obligation de l'employeur de proposer une formation ou un reclassement à la fin du contrat. Parallèlement, il faut encourager l'apprentissage et flexibiliser les CDI.

- **Eigentum verpflichtet. Sein Gebrauch soll zugleich dem Wohle der Allgemeinheit dienen.**

L'Europe est mon avenir si l'article 14 de la loi fondamentale allemande est appliquée partout en Europe. Le pendant de la liberté d'entreprendre doit être l'obligation de se comporter comme un acteur éthique de la société, notamment envers les employés et les candidats.

- **Mesures afin de réduire le taux de chômage des jeunes en Europe I**

Pour moi, le taux de chômage élevé des jeunes en Europe est l'un des problèmes sociaux les plus fondamentaux de notre temps. Ce problème ne se résout pas par l'aide de l'Etat, mais la politique est nécessaire afin de donner des conditions sur le marché du travail propices aux entreprises privées afin de les encourageaient à employer des jeunes. Cet objectif pourrait être atteint en libéralisant avec modération le marché du travail. Ce qui pourrait être traduit concrètement en France par exemple avec un assouplissement de la protection contre le licenciement où par une remise en question du régime des 35heures.

- **Mesures afin de réduire le taux de chômage des jeunes en Europe II**

Il est nécessaire de limiter les coûts salariaux, qui sont un des facteurs central de la compétitivité, à 30% du salaire brut par exemple. Cela peut se faire à travers une redistribution des cotisations d'assurance sociale des employeurs vers les travailleurs.